

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3148

29 octobre 2014

SOMMAIRE

Ambiance S. à r.l.	151058	Genius S.A.	151064
Assemblée Chrétienne Amour de Dieu .	151104	GESTOR Société Fiduciaire	151063
Barn Properties S.à r.l.	151069	GIPH S.à r.l.	151066
Doonbeg Acquisitions S.à r.l.	151075	GLBH Holdings S.à r.l.	151066
Ebony Properties S.à r.l.	151064	GO MW Loan S.à r.l.	151063
Else 1 S.à r.l.	151067	Grand Vision Trust S.A.	151064
Else 2 S.à r.l.	151067	I.R.D.V. S.à r.l.	151064
Emerald First Layer "A" S.A.	151067	Kelmescott Services S.à r.l.	151060
Emerald First Layer "H" S.A.	151067	King's Court International Holding S.A. SPF	151059
Emsay Holding S.A.-SPF	151066	Komiashi S.A. SPF	151060
Epinette Holding S.A.	151061	Korbach Logistics (European RE Club) S.à r.l.	151069
Ethofin S.A. SPF	151062	Kurfürstendamm 29 S.à r.l.	151060
European Company S.à r.l.	151066	Les Amis de la FNEL, a.s.b.l.	151072
Europe Finance S.A.	151063	LG Management 3 & Cie	151065
Excellium Services S.A.	151063	LIP second S.à r.l.	151103
Executive Search Luxembourg S.A.	151065	Louis Properties S.à r.l.	151065
Fidiac s.à r.l.	151061	Nucleus Gestion S.à r.l.	151067
Fiduo	151062	PH North America S.à r.l.	151081
Fiduo Conseils	151062	Predica Infrastructure S.A.	151068
Fininvest Prima	151061	SpiritVoucher Handlings S.A.	151058
Fininvest Terza	151061	Starpoint Investments (Lux) BRL S.à r.l.	151059
Folea S.A. SICAV-FIS I	151061	Stulz S.à r.l.	151058
Frael Holding S.A. - SPF	151060	Vandenbroeck Lux S.à r.l.	151059
Friends of Thorunn	151058	Yangtze Solar Power (Luxembourg) In- vestment S.A.	151059
Garage Martin BIVER s.à r.l.	151063		
Garage Ries Frères, S.à r.l.	151062		
Générale Alimentaire Franco-Luxembour- geoise & Cie, S.C.A. - SPF	151062		
Generali Money Market Fund	151091		

Stulz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6871 Wecker, 2, Op Huefdreich.
R.C.S. Luxembourg B 121.298.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150427/9.

(140171606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

SpiritVoucher Handlings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 135.548.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014150371/10.

(140171407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Friends of Thorunn, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 11, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg F 9.762.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 septembre 2014

Par la présente, je soussignée Anne de Bourcy donne procuration à Thorunn Egilsdottir de la représenter à l'assemblée générale de l'asbl afin de délibérer les points suivants:

1. Modification des Statuts aux articles 1 et 3 selon texte (indicatif) ci-dessous
AD 1) Modification des Statuts

Art. 1^{er} . L'association sans but lucratif porte la dénomination de «Artists for Animals» A.S.B.L.

Art. 3. L'association sans but lucratif a pour objet social d'améliorer la protection des animaux notamment d'un point de vue législatif. Dans ce but, l'association réalisera son objet social notamment au moyen de l'organisation de soirées de soutien, de récolte de fonds via différents sponsoring ainsi que toutes autre activité à définir par le Conseil d'Administration.

Fait à Bech, le 16 septembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014150515/18.

(140171702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Ambiance S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9806 Hosingen, 42, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 151.710.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 29/09/2014.

Pour la société

C.F.N GESTION S.A.

20, Esplanade - L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P. 80 - L-9201 Diekirch

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014150567/17.

(140172382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Vandenbroeck Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-3378 Livange, 251, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 179.909.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150473/9.

(140171298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Starpoin Investments (Lux) BRL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 170.573.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150379/10.

(140171062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

King's Court International Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 64.935.

Les comptes annuels au 09/09/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur / Administrateur

A.T.T.C. s.a. / A.T.T.C. s.a.

Gérant / Gérant

N. Patteet / K. Van Huynegem

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014150959/16.

(140172458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Yangtze Solar Power (Luxembourg) Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 170.617.

EXTRAIT

En date du 16 septembre 2014, lors d'une assemblée générale extraordinaire il a été résolu:

- Acceptation de la démission de Mme Barbara Neuerburg comme administrateur de la société avec effet immédiat;
- Acceptation de la démission de M. Alan Botfield comme administrateur de la société avec effet immédiat;
- Nomination de Mme Richel Van Weij, née le 12 mai 1970 à Marowijne, Pays-Bas, et avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg comme nouvel administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.
- Nomination de M. Freddy De Petter, né le 29 août 1958 à Berchem, Belgique, et avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg comme nouvel administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150491/19.

(140171796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Kelmscott Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 158.084.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014150954/10.

(140171876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Kurfürstendamm 29 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 178.140.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 juin 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1924 du 8 août 2013.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kurfürstendamm 29 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014150952/14.

(140172811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Komiashi S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 30.760.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur / Administrateur

A.T.T.C. s.a. / A.T.T.C. s.a.

Gérant / Gérant

N. Patteet / K. Van Huynegem

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014150962/15.

(140172451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Frabel Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 30.843.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur / Administrateur

A.T.T.C. s.a. / A.T.T.C. s.a.

Gérant / Gérant

N. Patteet / K. Van Huynegem

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014150827/15.

(140172453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Fidiac s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 149.915.

—
Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150811/9.

(140172542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Folea S.A. SICAV-FIS I, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 152.741.

—
Les comptes annuels au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014150799/10.

(140172425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

EpINETTE Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 145.903.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

EPINETTE HOLDING S.A.

Référence de publication: 2014150766/11.

(140171981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Fininvest Prima, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard F.-D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 32.538.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014150817/12.

(140172123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Fininvest Terza, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 32.540.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014150818/12.

(140172132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Garage Ries Frères, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 24, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 177.872.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150842/10.

(140171920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Générale Alimentaire Franco-Luxembourgeoise & Cie, S.C.A. - SPF, Société en Commandite par Actions
- Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 90.483.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150849/10.

(140172729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Fiduo, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 56.248.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Philippe SLENDZAK

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014150792/11.

(140172650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Fiduo Conseils, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 70.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Philippe SLENDZAK

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014150793/11.

(140172502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Ethofin S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 79.157.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014150776/12.

(140172292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Excellium Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 172.963.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice allant du 08 novembre 2012 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150787/10.

(140172803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Europe Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 119.329.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150779/10.

(140171909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

GESTOR Société Fiduciaire, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 36.079.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Philippe SLENDZAK
Gérant unique

Référence de publication: 2014150856/11.

(140172742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

GO MW Loan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 179.031.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 Septembre 2014.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014150861/11.

(140172655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Garage Martin BIVER s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9518 Weidingen, 32, route d'Erpeldange.
R.C.S. Luxembourg B 92.960.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Garage Martin BIVER s.à.r.l.
Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014150831/12.

(140172384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Genius S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 129.063.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
EASIT SA
Signature

Référence de publication: 2014150852/12.

(140172124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Grand Vision Trust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill.
R.C.S. Luxembourg B 165.333.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG CONSULT S.A.R.L.
EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE
31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER
Signature

Référence de publication: 2014150864/13.

(140172642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

I.R.D.V. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 2, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 161.972.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014150886/14.

(140172815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Ebony Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 168.678.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil de gérance tenue le 4 septembre 2014

Laurentia Properties S.à r.l., l'Associé Unique de la société a transféré son siège social du 7, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} Septembre 2014.

Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Pour extrait conforme
Signature
Gérant

Référence de publication: 2014149991/15.

(140170966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Executive Search Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 158.519.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Executive Search Luxembourg S.A.
Société anonyme
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014150745/12.

(140172333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Louis Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 180.635.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil de gérance tenue le 4 septembre 2014

Genesis Properties S.à r.l., l'Associé Unique de La société a transféré son siège social du 7, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} Septembre 2014.

Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Pour extrait conforme
Signature
Gérant

Référence de publication: 2014150171/15.

(140170961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

LG Management 3 & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland.
R.C.S. Luxembourg B 138.721.

DISSOLUTION

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 24 septembre 2014

Les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) I.- La société en commandite simple, «LG Management 3 & Cie» établie et ayant son siège social à L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138 721 a été constituée en date du 7 mai 2008, publié au Mémorial C numéro 1470 du 13 juin 2008.

II.- Que le capital social de la société en commandite simple «LG Management 3 & Cie» pré-qualifiée, s'élève actuellement à Dix Mille Euros (10.000.-), représenté par Dix Mille (10.000) parts sociales d'Un Euro (1.-), entièrement libérées.

III.- Que les comparants en leur qualité d'associés déclarent avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société «LG Management 3 & Cie»

IV.- Que Madame Mireille Arits est propriétaire de toutes les parts sociales de la susdite société et qu'en tant qu'associée elle déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que Madame Mireille Arits déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'elle prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'elle réponde personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Qu'il a été procédé à l'annulation des parts sociales.

VII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland.

Signature.

Référence de publication: 2014150181/27.

(140170756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

GLBH Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 126.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/09/2014.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014150860/12.

(140172356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

GIPH S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 117.786.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014150859/13.

(140172766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

European Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3355 Leudelange, 158, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 76.393.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.
Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014150781/14.

(140172404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Emsay Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 40.422.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.
Administrateur / Administrateur
A.T.T.C. s.a. / A.T.T.C. s.a.
Gérant / Gérant
N. Patteet / K. Van Huynegem
Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014150763/15.

(140172462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Emerald First Layer "H" S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 109.139.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150736/9.

(140171912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Emerald First Layer "A" S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 78.472.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150737/9.

(140171916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Else 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.586.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150734/10.

(140171891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Else 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.601.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150735/10.

(140171972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Nucleus Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.177.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale tenue au siège social le 04 juin 2014 à 11:00

Résolution unique

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Gérant de Monsieur Vincent J. DERUDDER, né le 23 février 1948 à Clichy la Garenne (France), demeurant au 20, rue d'Amsterdam L-1126 LUXEMBOURG.

Le mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire 2020, qui statuera sur les comptes annuels 2019.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NUCLEUS GESTION Sàrl

Référence de publication: 2014149602/16.

(140170957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Predica Infrastructure S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 137.978.

L'an deux mille treize, le huit juillet.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

Madame Aziza El Khemalli, avec adresse professionnelle à 8, rue Albert-Borschette, L-2082 Luxembourg,

agissant en sa qualité de représentante du conseil d'administration de Predica Infrastructure S.A., une société anonyme existant sous le droit du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.978, constituée suivant un acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1185 du 15 mai 2008 (la «Société») et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 19 juin 2014, dont la publication au Mémorial est en cours,

en vertu d'une résolution du conseil d'administration de la Société (le Conseil) en date du 27 juin 2014.

Un extrait de ladite résolution, après avoir été paraphé «ne varietur» par le comparant et le notaire, restera annexé aux présentes pour être soumis avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant de documenter ses déclarations comme suit:

1) La Société a été constituée en vertu d'un acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-duché de Luxembourg, en date du 28 mars 2008, publié au Mémorial numéro 1185 du 15 mai 2008.

2) Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 19 juin 2014 en cours de publication au Mémorial.

3) Le capital social souscrit de la Société est fixé à quatre-vingt-deux millions six cent mille Euros (EUR 82.600.000,-) représenté par huit millions deux cent soixante mille actions rachetables de classe A (les «Actions de Classe A»), ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune. La Société peut également émettre des actions rachetables de classe B, ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune (les «Actions de Classe B») conformément aux statuts de la Société.

4) Conformément à l'article 6 des statuts de la Société, le capital autorisé, incluant le capital social souscrit, est fixé à cinq cent millions d'Euros (EUR 500.000.000,-).

5) Conformément à l'article 6 des statuts de la Société, le Conseil est autorisé, pendant une période prenant fin le 31 mars 2019 (i) à réaliser toute augmentation de capital en utilisant le capital autorisé décrit ci-dessus et seulement par la création de nouvelles Actions de Classe A et/ou de nouvelles Actions de Classe B, dans les limites du capital autorisé en une ou plusieurs fois.

6) Par décision du Conseil en date du 27 juin 2014, le capital souscrit a été augmenté de son montant actuel de quatre-vingt-deux millions six cent mille Euros (EUR 82.600.000,-) jusqu'à cent huit millions six cent mille Euros (EUR 108.600.000,-) par l'émission de deux millions six cent mille (2.600.000) nouvelles Actions de Classe A, ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune.

Les deux millions six cent mille (2.600.000) Actions de Classe A nouvellement émises ont été entièrement souscrites par Predica S.A., une société anonyme existant sous le droit français, ayant son siège social sis au 50-56, rue de la Procession, 75015 Paris, France pour un prix de souscription de vingt-six millions d'Euros (EUR 26.000.000,-), entièrement libérées par un apport en numéraire.

7) L'apport total de vingt-six millions d'Euros (EUR 26.000.000,-) a été mis à la disposition de la Société, tel qu'il a été justifié au notaire soussigné.

8) A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, l'alinéa premier de l'article 5 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social - Actions.** Le Société a un capital souscrit de cent huit millions six cent mille Euros (EUR 108.600.000,-) représenté par dix millions huit cent soixante mille (10.860.000) actions rachetables de classe A (les «Actions de Classe A») d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.»

L'alinéa premier de l'article 5 de la version anglaise des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Share Capital. - shares.** The Company has a subscribed share capital of one hundred and eight million six hundred thousand Euro (EUR 108,600,000.-), consisting of ten million eight hundred sixty thousand (10,860,000) redeemable class A shares (the "Class A Shares"), with a nominal value of ten Euros (EUR 10) each.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ EUR 7.000,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. EL KHEMALLI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33646. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145044/68.

(140164471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Barn Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 134.959.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil de gérance tenue le 4 septembre 2014

Mars Properties S.à r.l., l'Associé Unique de La société a transféré son siège social du 7, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 4-6 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} Septembre 2014.

Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Pour extrait conforme

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014149335/15.

(140170762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Korbach Logistics (European RE Club) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 187.749.

In the year two thousand and fourteen, on the second day of September.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

European RE Club (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, with a paid up share capital of twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501), having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Münsbach, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 186085,

hereby represented by Mr Geoffrey Delamarre, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

I. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing party declares that it is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of Korbach Logistics (European RE Club) S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, with a paid up share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Münsbach, Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 187749, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Francis Kessler, prenamed, dated 11 June 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2150, dated 13 August 2014 (the Company). The articles of association of the Company have never been amended.

III. The appearing party, represented as above mentioned, therefore declares that the present meeting of the Company is validly constituted, and recognises to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

151070

Agenda:

1. Decision to increase the share capital of the Company by an amount of one Euro (EUR 1) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to an amount of twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501);

2. Decision to issue, with payment of a share premium of an amount of three million nine hundred fifty-three thousand four hundred and twenty-nine Euro (EUR 3,953,429), one (1) new share (the New Share), with a nominal value of one Euro (EUR 1), having the rights and privileges attached thereto pursuant to the articles of association of the Company (the Articles);

3. Decision to accept the subscription of such New Share by the Sole Shareholder, with payment of a share premium in a total amount of three million nine hundred fifty-three thousand four hundred and twenty-nine Euro (EUR 3,953,429) to be allocated to the New Share, by a contribution in cash of a total amount of three million nine hundred fifty-three thousand four hundred and thirty Euro (EUR 3,953,430), and to allocate such New Share to the Sole Shareholder;

4. Decision to amend article 7.1 of the Articles, which shall now read as follows:

" **7.1.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501), represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting adopted in the same manner required for amendment of these Articles. No Share is to be issued for less than the aggregate of its nominal value and any premium to be paid to the Company in consideration for its issue."

5. Miscellaneous.

The appearing party has then requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of one Euro (EUR 1) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to an amount of twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501).

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to issue, with payment of a share premium of an amount of three million nine hundred fifty-three thousand four hundred and twenty-nine Euro (EUR 3,953,429), the New Share, with a nominal value of one Euro (EUR 1), having the rights and privileges attached thereto pursuant to the Articles.

Subscription/Payment

There now appears Mr Geoffrey Delamarre, prenamed, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of the Sole Shareholder, by virtue of the above-mentioned proxy.

The Sole Shareholder, prenamed, acting through its attorney, declares to subscribe to the New Share and to make payment in full for such newly subscribed share by a contribution in cash of a total amount of three million nine hundred fifty-three thousand four hundred and thirty Euro (EUR 3,953,430).

The person appearing declared that the New Share has been entirely paid up in cash and that the Company has at its disposal the total amount of three million nine hundred fifty-three thousand four hundred and thirty Euro (EUR 3,953,430).

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend article 7.1 of the Articles, which shall now read as follows:

" **7.1.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501), represented by twelve thousand five hundred and one (12,501) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each. The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting adopted in the same manner required for amendment of these Articles. No Share is to be issued for less than the aggregate of its nominal value and any premium to be paid to the Company in consideration for its issue."

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le deuxième jour du mois de Septembre.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

European RE Club (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cent un euros (EUR 12.501), ayant son siège social au 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Münsbach Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 186085,

ici représentée par M. Geoffrey Delamarre, juriste, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

I. Ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumise à l'enregistrement.

II. La partie comparante déclare qu'elle est la seule associée (l'Associé Unique) de Korbach Logistics (European RE Club) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), ayant son siège social au 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Münsbach, Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 187749, constituée par un acte notarié de Maître Francis Kessler, précité, daté du 11 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2150, daté du 13 août 2014 (la Société).

III. La partie comparante, dûment représentée comme dit ci-avant, déclare donc que la présente assemblée générale de la Société est valablement constituée, et reconnaît être entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un euro (EUR 1), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à un montant de douze mille cinq cent un euros (EUR 12.501);

2. Décision d'émettre, avec une prime d'émission d'un montant de trois millions neuf cent cinquante-trois mille quatre cent vingt-neuf euros (EUR 3.953.429), une (1) nouvelle part sociale (la Nouvelle Part Sociale), avec une valeur nominale de un euro (EUR 1), ayant les droits et privilèges qui y sont liés conformément aux statuts de la Société (les Statuts);

3. Décision d'accepter la souscription de cette Nouvelle Part Sociale par l'Associé Unique, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant de trois millions neuf cent cinquante-trois mille quatre cent vingt-neuf euros (EUR 3.953.429) à allouer à la Nouvelle Part Sociale par une contribution en espèce d'un montant total de trois millions neuf cent cinquante-trois mille quatre cent trente euros (EUR 3.953.430), et d'allouer cette Nouvelle Part Sociale à l'Associé Unique;

4. Décision de modifier l'article 7.1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" **7.1.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent un euros (EUR 12.501), représenté par douze mille cinq cent une (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts. Aucune Part Sociale ne sera émise pour une valeur inférieure à sa valeur nominale et à toute prime à payer à la Société en contrepartie de son émission."

5. Divers.

La partie comparante a ensuite requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un euro (EUR 1), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à un montant de douze mille cinq cent un euros (EUR 12.501).

Deuxième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'émettre, avec une prime d'émission d'un montant de trois millions neuf cent cinquante-trois mille quatre cent vingt-neuf euros (EUR 3.953.429) la Nouvelle Part Sociale, avec une valeur nominale de un euro (EUR 1), ayant les droits et privilèges qui y sont liés conformément aux Statuts.

Souscription/Paiement

Comparet maintenant M. Geoffrey Delamarre, précité, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Associé Unique, en vertu de la procuration visée ci-dessus.

L'Associé Unique, précité, agissant par le biais de son mandataire, déclare souscrire à la Nouvelle Part Sociale et libérer entièrement cette part sociale nouvellement souscrite par un apport en numéraire d'un montant total de trois millions neuf cent cinquante-trois mille quatre cent trente euros (EUR 3.953.430).

Le comparant déclare que la Nouvelle Part Sociale a été libérée entièrement en espèces et que la somme totale de trois millions neuf cent cinquante-trois mille quatre cent trente euros (EUR 3.953.430) se trouve à la libre disposition de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique DECIDE de modifier l'article 7.1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" **7.1.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent un euros (EUR 12.501), représenté par douze mille cinq cent une (12.501) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts. Aucune Part Sociale ne sera émise pour une valeur inférieure à sa valeur nominale et à toute prime à payer à la Société en contrepartie de son émission."

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été fait et passé à Esch/Alzette, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Delamarre, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils le 4 septembre 2014. Relation: EAC/2014/11840. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014143523/153.

(140163521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Les Amis de la FNEL, a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-2630 Luxembourg, 61A, rue de Trèves.

R.C.S. Luxembourg F 10.084.

—
STATUTS

Entre Les soussignés, Mesdames, Messieurs,

TIT	NAME	PNOM	NO	RUE	PCODE	LOCALITE	Profession	Nationalité
Mme	BERNARD	Djuna	4	Roude Wee	L 8264	MAMER	étudiante	LU
Mme	BRAUCH	Loretta	16	rue Michel Welter	L 8339	OLM	infirmière	LU
M.	BOOS	Armand	56	val des Aulnes	L 3811	SCHIFFLANGE	agent cfl	LU
Mme	BRAUN	Nancy	1	Rue L. S. Senghot	L 2567	LUXEMBOURG	employée privée	LU
M.	BURG	David	6	rue Armand Ewen	L 8320	CAP	professeur	LU
M.	COSTA	Diogo	59	rue Pierre Krier	L 3504	DUDELANGE	étudiant	PT
Mme	DE LA FONTAINE	Nathalie	2	op der Hatzgriecht	L 7521	MERSCH	responsable de magasin	LU
M.	EYSCHEN	Marc	23	bd. G.-D. J Charlotte	L 1845	LUXEMBOURG	jardinier	LU
M.	FAY	Paul	11	av. Berchem	L 1231	HOWALD	ambulancier	LU
Mme	GIRARDIN	Cathy	65	rue de Leudelange	L 8079	BERTRANGE	enseignante	LU
M.	GIRADIN	Tom	88	Rue des Champs	L 3442	DUDELANGE	ingénieur diplômé	LU
M.	GOUDEN	Sven	3	Munnereferstrooss	L 5730	ASPELT	chauffeur manoeuvre	LU
M.	GRISIUS	Jérôme	177	rue de Noertzange	L 3861	SCHIFFLANGE	auditeur	LU
Mme	GROFF	Joëlle	5	am Buereck	L 6250	SCHEIDGEN	enseignante	LU
Mme	HALSDORF	Pat	10	rue du Cimetièr	L 7663	MEDERNACH	enseignante	LU
Mme	KAUFFMANN	Christiane	62A	rte. d'Echtemach	L 6250	SCHEIDGEN	employé privé	LU
M.	JACOBY	Vic	17	rue des Champs	L 7521	MERSCH	ingénieur	LU
Mme	KERSCHEN	Carine	3	rue de la Brasserie	L 3431	DUDELANGE	employée d'Etat	LU
Mme	KOHL	Jill	12	rue du Cimetièr	L 7396	HUNSDORF	enseignante	LU
M.	KONSBRUCK	Julien	65	rue de Leudelange	L 8079	BERTRANGE	profession	LU

M.	KREMER	Ben	17	rte. d'Arlon	L 8211	MAMER	libérale professeur- ingénieur	LU
M.	KROMBACH	Georges	83	rue Ermesinde	L 1469	LUXEMBOURG	cadre	LU
M.	LECORSAIS	Reggie	141	rue Cents	L 1319	LUXEMBOURG	ingénieur diplômé	LU
M.	MARTIN	Gilles	223	bd. Charles Simonis	L 2539	LUXEMBOURG	infirmier	LU
M.	MUNCHEN	Yves	5	rue Alsbich	L 7397	HUNSDORF	employé privé	LU
M.	NAU	Francis	8	Rue Dr A Schumacher	L 5654	Mondort- les-bains	fonctionnaire	LU
Mme	OBERTIN	Yvy	17	rue de Dangé St. Romain	L 8260	MAMER	traductrice	LU
Mme	QUARING	Linda	13	cité Pierre Braun	L 8366	HAGEN	enseignante	LU
M.	RAJAONAH	Ridge	15	Rochusstrasse	D 54453	NITIEL	fonctionnaire européen	FR
Mme	REDING	Jessica	6	place de l'Eglise	L 7316	STEINSEL	chargé d'éducation	LU
M.	SCHMITT	Lex	10	rue des Prés	L 5972	ITZIG	étudiant	LU
M.	SCHREINER	Henri	200	rue de Reckenthat	L 2410	LUXEMBOURG	administra- teur réseau	LU
Mme	SCHULZE	Andrea	88	rue des Aubépines	L 1145	LUXEMBOURG	employée privée	LU
M.	TOMBS	Patrick	12	rte. de Wasserbillig	L 6490	ECHTERNACH	informaticien	NL
M.	TURK	François	111	av. Gaston Diderich	L 1420	LUXEMBOURG	avocat	LU
M.	TURK	Philippe	2B	rue de la Barrière	L 1215	LUXEMBOURG	médecin	LU
Mme	VAN ZIJL	Bianca	37	rue Belle-Vue	L 8832	RombachMartela	fonctionnaire	LU

et ceux qui deviendront membres, il a été constitué une association sans but lucratif, régie par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, et par les présents statuts:

Titre I^{er}. Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. L'association prend la dénomination de Les Amis de la FNEL, a.s.b.L, dénommée ci-après «l'Association»

Art. 2. Le siège social de l'Association est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision prise à la majorité simple des voix de l'assemblée générale.

Art. 3. L'Association a pour but et pour objet de favoriser et de développer le scoutisme conformément aux principes fondamentaux du scoutisme tels qu'ils sont définis dans les statuts ainsi que dans les règlements de la Fédération Nationale des Eclaireurs et Eclaireuses du Luxembourg (FNEL) en soutenant ce mouvement.

L'Association peut effectuer toutes opérations mobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social. Elle peut ainsi notamment exploiter un comptoir d'achat, dans lequel les groupes affiliés à la FNEL ou les membres de ceux-ci peuvent se procurer les vêtements, leurs accessoires, ainsi que toute sorte de matériel utile ou nécessaire à la pratique du scoutisme.

L'Association ne peut détenir que des biens meubles aux seules fins fixées par le présent objet social.

Art. 4. L'Association est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Membres

Art. 5. L'Association se compose de plein droit de tous les membres effectifs disposant du droit de vote de la Conférence des groupes de la FNEL, et ceci pour la seule durée de leur mandat au sein de cette Conférence. Aucune autre personne ne saurait être admise comme membre de l'Association.

Le nombre des membres ne peut en aucun cas être inférieur à trois.

Art. 6. Les membres de l'Association ne paient pas de cotisation, mais sont tenus de mettre à la disposition de l'Association leur science et leur activité personnelles.

Art. 7. Tout membre est à tout moment libre de se retirer de l'Association en adressant sa démission écrite au conseil d'administration.

L'exclusion peut être prononcée par l'assemblée générale contre les membres ne respectant pas les statuts ou agissant contrairement à l'objet social ou aux intérêts de l'Association.

Art. 8. Un membre démissionnaire ou exclu et les ayants-droit d'un membre décédé n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent notamment réclamer ou requérir ni relevé de comptes, ni reddition de compte, ni apposition de scellés, ni inventaire, ni s'immiscer d'aucune autre manière dans les affaires de l'Association.

Titre III. Administration

Art. 9. L'Association est administrée par un conseil d'administration composé de trois administrateurs au moins et de six administrateurs au maximum, nommés et révocables par l'assemblée générale. Le nombre exact des administrateurs est fixé par l'assemblée générale. Font d'office parti du conseil d'administration, le Commissaire Général de la FNEL ou son délégué, le Secrétaire Général de la FNEL, ainsi que le Trésorier Général de la FNEL.

Le conseil d'administration peut coopter une personne comme membre à part entière de son conseil, au-delà de la limite maximale fixée ci-avant. Cet administrateur ainsi coopté, à la majorité simple des membres du conseil d'administration, jouira des mêmes droits et obligations que tous les autres membres du conseil.

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale voire cooptés par le conseil d'administration pour une durée de trois ans et le nombre maximum de mandats est fixé à trois.

En cas de démission ou de décès d'un ou de plusieurs administrateurs, les administrateurs restants resteront en fonction, à condition que le nombre des administrateurs restants soit au minimum de trois.

Art. 10. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, un secrétaire et un trésorier.

En cas d'empêchement du président, ses attributions seront exercées par le plus âgé des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou à la demande de deux administrateurs. Il ne peut statuer que si la majorité des administrateurs est présente.

Art. 11. Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité simple des membres présents.

Art. 12. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires de l'Association, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale.

Il représente l'Association en justice et extrajudiciairement.

Art. 13. Les actes de l'Association sont signés conjointement par deux administrateurs, dont le président ou le secrétaire, sans qu'il ne soit besoin de justifier vis-à-vis des tiers d'aucune autorisation ou pouvoir spécial.

Pour tous les actes en justice, tant en demandant qu'en défendant, l'Association est représentée par le président ou un administrateur désigné à cet effet par le conseil.

Art. 14. Tous les actes de gestion courante et quotidienne sont valablement accomplis par un administrateur ou même par un tiers que le conseil peut, sous sa responsabilité, désigner à cet effet.

Titre IV. Assemblée générale

Art. 15. Il est tenu, chaque année, au siège social, ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, désigné à cet effet par le conseil d'administration, au jour et à l'heure fixés par ce dernier, une assemblée générale ordinaire des membres.

Les membres de l'Association peuvent être réunis extraordinairement en assemblée générale extraordinaire autant de fois que l'intérêt de l'Association l'exige.

Art. 16. Les convocations sont adressées aux membres, soit par pli postal, soit par avis remis ou donné à personne ou à domicile, quatorze jours au moins à l'avance. Elles comprennent l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Art. 17. Les membres peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par un autre membre de l'Association, avec la réserve toutefois qu'un même membre ne peut représenter plus de deux de ses collègues.

Art. 18. L'assemblée générale ordinaire est régulièrement constituée quel que soit le nombre des membres présents ou représentés et ses décisions sont prises à la majorité simple des voix, sauf les exceptions prévues par la loi.

Art. 19. L'assemblée générale est seule compétente pour délibérer sur les objets suivants:

- a) les modifications statutaires
- b) la nomination, la révocation et la décharge des administrateurs
- c) l'exclusion d'un membre
- d) l'approbation des comptes annuels et l'établissement du budget
- e) la dissolution de l'Association
- f) la nomination des réviseurs de caisse dont question à l'article 26 ci-après.

Art. 20. Les décisions de l'assemblée générale portant sur:

- a) les modifications statutaires
- b) l'exclusion d'un membre

c) la dissolution volontaire de l'Association

ne peuvent être prises qu'en conformité avec les articles 8, 12 et 20 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, dénommée ci-après «loi du 21 avril 1928».

Art. 21. A la demande d'au moins un cinquième des membres présents ou représentés, les votes à l'assemblée générale se font au scrutin secret.

Art. 22. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par le membre le plus âgé du conseil d'administration.

Le président de l'assemblée désigne le secrétaire de celle-ci.

Art. 23. Les résolutions des assemblées générales sont consignées dans un registre spécial conservé au siège social de l'Association où les intéressés peuvent en prendre connaissance sans déplacement du registre.

Titre V. Année sociale, Comptes annuels

Art. 24. L'année sociale commence le 1^{er} août et se termine le 31 juillet de chaque année.

Par dérogation à cette règle, la première année sociale commence le jour de la signature des présents statuts et se termine le 31 juillet suivant.

Art. 25. Le conseil d'administration dresse le compte des dépenses et des recettes ainsi que le bilan de l'exercice écoulé et établit le budget de l'exercice subséquent. Il les soumet à l'approbation de l'assemblée générale.

Art. 26. Les comptes annuels, comprenant le compte des dépenses et des recettes ainsi que le bilan, ensemble avec les pièces y relatives, sont soumis au contrôle des vérificateurs de caisse, avant d'être soumis à l'assemblée générale ensemble avec leur rapport y afférent.

Les vérificateurs de caisse sont au nombre de deux et sont nommés par l'assemblée générale chaque fois pour un mandat de trois ans. Le nombre total maximum de leurs mandats est de trois.

Titre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 27. En cas de dissolution de l'Association pour quelque cause que ce soit, après acquittement des dettes et apurement des charges, il sera donné à l'avoir social une affectation qui devra être en rapport avec l'objet social de l'Association. Cette affectation est déterminée par le conseil d'administration de l'Association dissoute ou, à défaut, par l'assemblée générale des membres restants. La décision est prise à la majorité simple des voix.

Titre VII. Disposition générale

Art. 28. Pour tous les points non prévus par les présents statuts, il est fait référence aux dispositions de la loi du 21 avril 1928.

Luxembourg, le 20 juillet 2014.

Signatures.

Référence de publication: 2014144924/171.

(140164879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Doonbeg Acquisitions S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.907.

In the year two thousand and fourteen, the fourteenth day of August, before Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Doonbeg Acquisitions S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the Company). The Company was incorporated on 1 August 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared:

Kildare Holdings Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182789 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Victoria Woestmann, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the attorney-in-fact of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. insertion of a new article 10 into the articles of association of the Company (the Articles) in order to insert a drag-along provision into the Articles;

2. Subsequent renumbering of the Articles in order to reflect the insertion of the new article 10 of the Articles to be adopted under item (1) of the agenda, as well as amendment of articles 6, 10 and 12 of the Articles (articles 10 and 12 being renumbered articles 11 and 13 respectively) to reflect such renumbering; and

3. miscellaneous.

II. all the 20,000 (twenty thousand) shares of the Company, having a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, held by the Sole Shareholder and representing the entire share capital of the Company, are represented at the Meeting; the Sole Shareholder waives the convening notice, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

III. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to insert a new article 10 of the Articles in order to insert a drag-along provision into the Articles, and which shall read as follows:

“ **Art. 10. Drag-along rights.** If one or more shareholders holding shares representing at least 75 per cent of the share capital (each a Dragging Shareholder and together Dragging Shareholders) intend to transfer all of their shares held in the Company against cash consideration or any other consideration (including without limitation newly issued shares, a combination of cash and newly issued shares, loan notes or otherwise) to a third party (the Transferee), save for any third party that is an Affiliate of any of the Dragging Shareholders, the Dragging Shareholders shall have the right to force the transfer by all the other shareholders (and only all the shareholders) (each a Dragged Shareholder) of all (and not less than all) of their shares to the Transferee on the terms and conditions set out below.

In order to exercise their drag along rights under this article 10, (i) the Drag Along Shareholders must act jointly by unanimous consent and (ii) the Dragging Shareholders shall serve a written notice to each of the Dragged Shareholders in advance of the intended transfer (a Drag Along Notice) at the Dragged Shareholder' address set forth in the share register. If there is only one Dragging Shareholder, the use of the terms “Dragging Shareholders” shall be construed accordingly.

The Drag Along Notice shall include the intended date and hour at which the Transferee shall have received from the Dragged Shareholder the Transfer Documents signed by the Dragged Shareholder, which shall be no earlier than the same day as the day of the transfer by the Dragging Shareholders of their shares to the Transferee (the Drag-Along Completion Date). The Drag-Along Completion Date may be amended by way of a notice served by the Dragging Shareholders to a Dragged Shareholder. For the purpose of these Articles, Transfer Documents shall mean those agreements and any other documents required from the Dragged Shareholders in connection with the transfer of their shares by the Dragged Shareholders pursuant to the terms of this article 10, including, without limitation, transfer agreements, confidentiality agreement, notices of transfer, escrow agreement, or subscription letter to subscribe for newly issued shares of the Transferee, that are communicated to the Dragged Shareholders by the Dragging Shareholders at any time before the Drag-Along Completion Date (whether they are accompanying the Drag Along Notice or not).

Upon receipt of the Drag Along Notice, a Dragged Shareholder shall have the obligations towards all the Dragging Shareholders to transfer all of its shares to the Transferee on terms no less favourable as shall have been agreed between the Dragging Shareholders and the Transferee on the Drag-Along Completion Date, as set out in the Transfer Documents. For that purpose, a Dragged Shareholder shall deliver to the Transferee the Transfer Documents signed by it that must be received by the Transferee on or before the Drag-Along Completion Date.

If, at the Drag Along Completion Date, a Dragged Shareholder defaults in transferring its Shares pursuant to this article 10, the Company shall be authorized to, under an irrevocable special power of attorney hereby granted by each of the Dragged Shareholders, effective as of the default by the Dragged Shareholder, in the name and on behalf of the Dragged Shareholder, execute and deliver the Transfer Documents and to execute and deliver all other documents and do all things which the Company may, at its sole discretion and on the terms determined at its sole discretion by it, consider to be necessary for the performance by the Dragged Shareholder of its obligations under this article 10, including, without limitation, the signature of the Company's registers on the Dragged Shareholder's name and behalf to record the transfer of the Shares of the Dragged Shareholder to the Transferee and the receipt by the Company of the consideration for such transfer.

Each of the Dragged Shareholders shall ratify and confirm, to the extent required, all actions carried out and all documents executed by the Company in the exercise of their special power of attorney set out in the above paragraph.

If, upon receipt of the Drag Along Notice and before the Drag Along Completion Date, a Dragged Shareholder transfers any of its shares to any person other than the Transferee, the Dragged Shareholder shall remain liable to perform the

obligations arising out of the exercise of the drag along rights under this article 10 by the Dragging Shareholders and the transferee shall be jointly liable with such Dragged Shareholder and be treated as a Dragged Shareholder for the purpose of this article 10.

The liability of the Dragged Shareholders under this article 10 shall be several and not joint and several.

For the purpose of this article 10:

(a) Affiliate means in relation to any person, any Subsidiary or Ultimate Holding Company of that person and any other Subsidiary of that Ultimate Holding Company.

(b) a company is a Subsidiary of another company, its Holding Company, if that other company:

(i) holds a majority of the voting rights in it, or

(ii) is a member of it and has the right to appoint or remove a majority of its board of directors, or

(iii) is a member of it and controls alone, pursuant to an agreement with other members, a majority of the voting rights in it, or if it is a Subsidiary of a company that is itself a Subsidiary of that other company.

(c) a company is a Wholly-Owned Subsidiary of another company if it has no members except that other and that other's wholly-owned Subsidiaries or persons acting on behalf of that other or its wholly-owned Subsidiaries.

(d) Wholly-owned Group means a body corporate and any Holding Company of which it is a Wholly-Owned Subsidiary and any other Wholly-Owned Subsidiaries of that Holding Company (including any wholly-owned Subsidiary of the body corporate)."

Second resolution

The Meeting resolves, pursuant to the insertion of the new article 10 of the Articles as a result of the first resolution above, to renumber each of the subsequent articles of the Articles (including any headings).

The Meeting further resolves to amend articles 6, 10 and 12 of the Articles (articles 10 and 12 being renumbered articles 11 and 13 respectively) to reflect such renumbering which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6. Amendments to the share capital.** The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 16 of these articles of association.

Art. 11. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 16 of these articles of association.

Art. 13. Management. The Company is managed by one or more managers. Each manager may be assigned either an A or a B signatory power. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 13 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers, and in case A and B managers have been appointed, by the joint signatures of a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power.

The manager, or in case of plurality of managers, any two managers, and in case A and B managers have been appointed, a manager with an A signatory power and a manager with a B signatory power jointly may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating manager managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.”

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately at EUR 1500.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the attorney-in-fact of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the attorney-in-fact of the above appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the attorney-in-fact of the appearing party, the attorney-in-fact of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatorzième jour du mois d'août, par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique (l'Assemblée) de Doonbeg Acquisitions S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois et ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, non encore enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la Société). La Société a été constituée le 1 août 2014 conformément à un acte reçu par le notaire instrumentant, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu:

Kildare Holdings Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois et ayant son siège social au 65, rue Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182789 (l'Associé Unique),

ci-après représenté par Victoria Woestmann, avocate, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration accordée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec ledit acte auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de prendre acte de ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Insertion d'un nouvel article 10 dans les statuts de la Société (les Statuts), afin d'y insérer une provision de «drag-along»;

2. Renumérotation des articles suivants article 10 des Statuts afin d'y refléter l'insertion du nouvel article 10, ainsi que modification des articles 6, 10 et 12 (articles 10 et 12 étant renumérotés comme articles 11 et 13 respectivement) afin d'y refléter cette renumérotation; et

3. divers.

II. Il ressort de la liste de présence que l'ensemble des 20.000 (vingt mille) parts sociales de la Société, détenues par l'Associé Unique et représentant la totalité du capital social de la Société sont dûment représentées à l'Assemblée.

L'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique se considérant comme dûment convoqué et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

III. l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de d'insérer un nouvel article 10 dans les Statuts, afin d'y insérer une provision de «drag-along», de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 10. Vente forcée (Drag-along).** Si un ou plusieurs associés détenant des parts sociales représentant au moins 75 pour cent du capital social de la Société (chacun un Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée et ensemble Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée (Dragging Shareholder)) ont l'intention de céder toutes leurs parts détenues dans la Société en contrepartie d'un paiement en numéraire ou tout autre paiement (y compris, sans restriction, de parts sociales nouvellement émises, une combinaison de paiement en numéraire et de parts sociales nouvellement émises, de titres d'emprunt ou autres) à un tiers (le Bénéficiaire), à l'exception d'un tiers qui est un Affilié d'un des Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée, les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée ont le droit de forcer le transfert de toutes (et pas moins que de toutes) les parts sociales détenues par les autres associés (chacun un Associé Tenu de Céder) au Bénéficiaire sous les modalités et conditions décrites ci-dessous.

Afin d'exercer leurs droits de vente forcée sous cet article 10, (i) les Associés «Drag-Along» doivent agir par accord unanime et (ii) les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée doivent notifier les Associés Tenus de Céder par écrit en avance du transfert prévu (la Notification de Cession (Drag-Along Notice)), envoyé à l'adresse de l'Associé Tenu de Céder incluse dans le registre des associés. S'il n'y a qu'un seul Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée, le terme des «Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée» est à modifier en conséquence.

La Notification de Cession doit inclure les date et heure prévue à laquelle le Bénéficiaire aura reçu de la part de l'Associé Tenu de Céder les Documents de Transfert signés par lui, qui ne sera pas plus tôt que le jour même du transfert par l'Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée de ses parts sociales au Bénéficiaire (la Date de Réalisation). La Date de Réalisation peut être modifiée par voie de notice écrite envoyé par l'Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée à l'Associé Tenu de Céder. Pour les besoins de ces Statuts, Documents de Transfert désigne les accords et tout autre document requis par les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée en rapport avec le transfert des parts sociales par les Associés Tenus de Céder en conformité avec cet article 10, y compris, sans restriction, contrats de transfert, contrats de confidentialité, notices de transfert, conventions de depot, ou des lettres de souscription pour souscrire à de parts sociales nouvellement émises du Bénéficiaire, qui sont communiquées aux Associés Tenus de Céder à tout moment avant la Date de Réalisation (envoyés ensemble avec la Notification de Cession ou non).

Après réception de la Notification de Cession, un Associé Tenu de Céder à l'obligation envers tous les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée de transférer la totalité de ses parts sociales au Bénéficiaire à des conditions pas moins favorables que celles convenues entre les Associés Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée et le Bénéficiaire à la Date de Réalisation, tel qu'il est décrit dans les Documents de Transfert. A cet effet, un Associé Tenu de Céder doit envoyer les Documents de Transfert signés par lui, qui doivent être reçus par le Bénéficiaire avant ou à la Date de Réalisation

Si, à la Date de Réalisation, un Associé Tenu de Céder fait défaut de transférer ses parts sociales conformément à cet article 10, la Société est autorisée, par un pouvoir spécial et irrévocable donné par chacun des Associés Tenu de Céder, au nom et pour le compte de l'Associé Tenu de Céder, de compléter et envoyer les Documents de Transfert et tous les autres documents et de faire toute chose que la Société pourra, à sa seule discrétion et à des termes déterminés par elle-même, considérer comme étant nécessaire à la performance par l'Associé Tenu de Céder de ses obligations sous cet article 10, y compris, sans restriction, la signature des registres de la Société au nom de l'Associé Tenu de Céder et d'enregistrer le transfert des parts sociales de l'Associé Tenu de Céder au Bénéficiaire et la réception par la Société d'une contrepartie d'un tel transfert.

Chacun des Associés Tenus de Céder doit ratifier et confirmer, dans la mesure requise, tous les actions complétés et tous les documents exécutés par la Société dans l'exercice de son pouvoir spécial décrit dans le paragraphe ci-dessus.

Si, à la réception de la Notification de Cession et avant la Date de Réalisation, un Associé Tenu de Céder transfère une partie de ses parts sociales à toute autre personne que le Bénéficiaire, l'Associé Tenu de Céder reste responsable pour compléter les obligations résultant de l'exercice des droits de vente forcée sous cet article par l'Associé Ayant le Droit d'Exiger une Offre Forcée et le bénéficiaire de ce transfert sera conjointement responsable avec cet Associé Tenu de Céder et sera traité comme Associé Tenu de Céder pour les besoins de cet article 10.

La responsabilité de l'Associé Tenu de Céder sous cet article 10 est conjointe, et non conjointe et solidaire.

Pour les besoins de cet article 10:

(a) Affilié désigne en relation de toute personne, toute Filiale ou Société Mère de cette personne ou toute autre Filiale de cette Société Mère.

(b) une société est une Filiale d'une autre société, sa Société Mère, si cette autre société:

(i) détient une majorité des droits de vote dans la société, ou

(ii) est un membre de la société et a le droit de nommer ou révoquer une majorité de son conseil de gérance, ou

(iii) est un membre de la société et contrôle seule, à la suite d'une convention avec d'autres membres, une majorité de ses droits de vote,

ou si elle est la Filiale d'une société qui est elle-même une filiale de cette autre société.

(c) une société est une Filiale en Propriété Exclusive d'une autre société si elle n'a pas de membres à l'exception de cet autre et sa Filiale en Propriété Exclusive agissant au nom et pour le compte de cet autre ou ses filiales en propriété exclusive.

(d) Groupe en Propriété Exclusive désigne une personne morale et toute Société Holding de laquelle elle est une Filiale en Propriété Exclusive et toute autre Filiale en Propriété Exclusive de cette Société Holding (y compris toute filiale en propriété exclusive de cette personne morale).»

Deuxième résolution

L'Assemblée décide, suivant l'insertion du nouvel article 10 des Statuts résultant de la première résolution ci-dessus, de modifier et renuméroter chacun des articles suivant l'article 10 des Statuts (y compris toutes les titres).

L'Assemblée décide également de modifier les articles 6, 10 et 12 des Statuts (les articles 10 et 12 étant renumérotés en articles 11 et 13 respectivement) afin d'y refléter cette renumérotation, de sorte qu'ils auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Modification du capital social.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 11. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 16 des statuts sont d'application.

Art. 13. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. A chaque gérant peut être attribué soit un pouvoir de signature A, soit un pouvoir de signature B. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des gérants.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 13.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants quelconques et, en présence de gérants A et B, par la signature conjointe d'un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant ou, en présence de gérants A et B, un gérant ayant un pouvoir de signature A et un gérant ayant un pouvoir de signature B conjointement, pourront déléguer leurs compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, les gérants qui délèguent détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique,

visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.»

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou pour lesquels elle est responsable, en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à EUR 1500.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française; à la requête dudit mandataire de la partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé en date des présentes, au Grand-Duché de Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: V. Woestmann et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 août 2014. Relation: LAC/2014/39363. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 23 septembre 2014.

Référence de publication: 2014147280/333.

(140167891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2014.

PH North America S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.216.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of the month of September.

Before the undersigned Maître Edouard DELOSCH, notary, residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg.

IT APPEARED

International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., a company having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 46.448,

here represented by Ms Julie INDENKLEEF, private employee, residing professionally in Diekirch, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the officiating notary to document the following articles of incorporation of a "Société à responsabilité limitée", private limited liability company (the "Articles"), it deems to incorporate as shareholder or with any person or entity which may become shareholder of this company in the future.

Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company (the "Company"), governed by the present articles of association (the "Articles") and by current Luxembourg laws (the "Law"), in particular the law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended in particular by the law of 18 September 1933 and of 28 December 1992 on "sociétés à responsabilité limitée" (the "Commercial Companies Law").

Art. 2. The Company's name is "PH North America S.à r.l.".

Art. 3. The Company's purpose is:

(1) To take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises;

(2) To acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit;

(3) Generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;

(4) To enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;

(5) To grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company (the "Affiliates") any assistance, loans, advances or guarantees (in the latter case, even in favour of a third-party lender of the Affiliates);

(6) To borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed;

(7) To hold, develop, manage, promote, transfer, sell, acquire, license, subcontract and/or assign in any way, all or part of intellectual property rights of any nature to any company associated in any way with the Company or third party for such consideration as the Company may think fit;

(8) Generally to do all such other things as may appear to the Company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers or the sole manager (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers or the sole manager (as the case may be) of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Capital - Shares

Art. 8. The Company's share capital is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-), represented by two million (2,000,000) shares with a nominal value of one United States Dollar Cent (USD 0.01.-) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Art. 9. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred "inter vivos" to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore, the provisions of Articles 189 and 190 of the Commercial Companies Law shall apply.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 11. The Company shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 12. The Company will be managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The manager(s) shall be appointed and her/his/its/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the manager(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and “ad nutum”, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two (2) managers.

The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time sub-delegate her/his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 13. In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

The board of managers shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by a manager present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his/her/its proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the managers shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

The board of managers can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers are adopted by the majority of the managers participating to the meeting or duly represented thereto.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two (2) managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two (2) managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 14. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his mandate.

General meetings of shareholders

Art. 15. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than 25 (twenty-five). In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case 1 (one) general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within 6 (six) months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand-Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 16. General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of managers, or the sole manager (as the case may be), failing which by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Balance sheet

Art. 17. The Company's financial year begins on 1 December and closes on 30 November.

Art. 18. Each year, as of 30 November, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 19. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

If the shareholders' number exceeds 25 (twenty-five), such inspection shall be permitted only during the 15 (fifteen) days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 20. If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) ("commissaires"), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds mentioned in Article 35 of the law of 19 December 2002 on the Luxembourg Trade and Companies Register are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the qualified auditors registered in the Financial Sector Supervisory Commission ("Commission de Surveillance du Secteur Financier")'s public register.

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/her/its/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 21. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year 5% (five percent) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 23. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of the Company.

Art. 24. The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding three quarters of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 25. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on the 30th day of November 2015.

Subscription and payment

The two million (2,000,000) shares have been subscribed by International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twenty thousand US dollars (USD 20,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand one hundred Euro (EUR 1.100,-).

Resolutions of the sole associate

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Is appointed as manager for an undetermined duration, Manacor (Luxembourg) S.A., a company having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B number 9098.

2) The Company shall have its registered office at L-1855 Luxembourg, 46A, Avenue J.F. Kennedy.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person represented as stated hereabove, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Diekirch, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le onzième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 46448,

ici représentée par Madame Julie INDENKLEEF, employée privée, demeurant professionnellement à Diekirch, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis du notaire instrumentaire qu'il dresse comme suit les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme associé ou avec toute personne ou entité qui deviendrait associé de la société par la suite:

Dénomination - Objet - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée notamment par la loi du 18 septembre 1933 et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

Art. 2. La Société aura la dénomination «PH North America S.à r.l.».

Art. 3. L'objet de la Société est:

1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;

2) D'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile;

3) De manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;

4) De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;

5) D'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou toute société ou personne physique appartenant au même groupe de sociétés que celui de la Société (les «Sociétés Affiliées»), ou à tout gérant/administrateur des Sociétés Affiliées, tout concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un prêteur tiers des Sociétés Affiliées);

6) D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée;

7) De détenir, développer, gérer, promouvoir, transférer vendre, licencier, sous-traiter et / ou céder de quelque manière que ce soit, tout ou partie de droits de propriété intellectuelle de toute nature à toute société associée d'une quelconque façon à la Société ou à tout tiers pour toute contrepartie que la Société jugera utile; et

8) De manière générale faire toute chose apparaissant à la société comme étant favorable à l'accomplissement de l'objet de la société, tel que susmentionné.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré-décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La Société a son siège social à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par le moyen d'une résolution d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société peut avoir des bureaux et succursales (que ce soit ou non un établissement permanent) tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Dans le cas où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) estimerait que des événements extraordinaires politiques, économiques ou sociaux sont intervenus ou sont imminents qui pourraient interférer avec les activités normales de la Société à son siège social ou avec la facilité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et notifiées à toutes les parties intéressées par le conseil de gérance, ou le gérant unique (le cas échéant) de la Société.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. La vie de la Société ne prend pas fin par décès, la suspension des droits civils, la faillite ou l'insolvabilité d'un associé.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne sont pas autorisés, en toutes circonstances, d'exiger l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans la gestion de la Société. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux états financiers et aux décisions des assemblées des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

Capital social - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à vingt mille Dollars américains (USD 20.000.-), représenté par deux millions (2.000.000) de parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de un cent de Dollar américain (USD 0,01.-) chacune.

Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par le biais d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 9. Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels à son actionnariat.

Art. 10. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés.

Les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés sans l'approbation de tous les associés de la Société.

En outre, les dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés Commerciales s'appliquent.

Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

Art. 11. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts, sous condition de proposer ce rachat à chaque associé de même classe en proportion de leur pourcentage de participation dans le capital social ou dans la classe de parts sociales concernée représenté par leur parts.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la Loi ou des Statuts.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 12. La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Les gérants n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) et son/sa/leur rémunération est fixée par une résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des suffrages exprimés, ou de l'associé unique (selon le cas). La rémunération du/ des gérant(s) peut être modifiée par une résolution prise dans les mêmes conditions de majorité.

L'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut/peuvent, à tout moment et ad nutum, révoquer et remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des associés ou à l'associé unique (selon le cas) relèvent de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Dans les rapports avec les tiers, le gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet de la Société, pourvu que les termes de ces Statuts aient été respectés.

La Société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), peut de temps à autre sous-déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc qui ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant (s) de la Société.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) déterminera les pouvoirs, les responsabilités et la rémunération (si tel est le cas) de son/ses mandataire(s), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions pertinentes de son mandat.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité de voix, aura un vote prépondérant. Le président présidera toutes réunions du conseil de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance sera présidé par un gérant présent et nommé dans cette intention. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil de gérance.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux gérants oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Tout gérant de la Société peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment.

Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer et agir seulement si une majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou valablement représentés.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou par deux (2) gérants. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou par deux (2) gérants.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans un tel cas, les résolutions peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, télécopie, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

Art. 14. Tout gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblée générale des associés

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'une assemblée générale des associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmise par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de télécommunication approprié. Chaque associé pourra voter par écrit.

Si le nombre des associés excède vingt-cinq, les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans un tel cas, une assemblée générale se réunit au moins une fois par an au Luxembourg dans les six mois de la clôture du dernier exercice social. D'autres assemblées générales des associés pourront se tenir dans le Grand-Duché de Luxembourg à tout moment indiqué dans l'avis de convocation de l'assemblée.

Art. 16. Les assemblées générales des associés sont convoquées et les résolutions écrites des associés sont proposées par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour sont faites conformément à la loi et doivent être envoyées à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation doit être envoyée au moins 21 (vingt-et-un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent spécifier la date et le lieu de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation préalable.

Tout associé pourra agir à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par fax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de télécommunication une autre personne qui n'est pas nécessairement associé.

Chaque associé peut participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée ou à la première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée et les résolutions seront adoptées à la majorité des suffrages exprimés, quelle que soit la part du capital représentée.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptées que par une assemblée générale extraordinaire à la majorité des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

L'associé unique exerce seul les pouvoirs qui lui sont conférés à l'assemblée générale des associés conformément à la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues à des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent être enregistrés dans un procès-établi par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} décembre et se termine le 30 novembre.

Art. 18. Chaque année, au 30 novembre, le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra un inventaire des avoirs de la Société indiquant les valeurs des actifs et des passifs, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et les dettes du/des gérant(s), du ou des commissaire(s) aux comptes (le cas échéant) et associé(s) envers la Société.

Dans le même temps le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 19. Chaque associé peut prendre connaissance au siège social, du bilan et du compte de profits et pertes.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), cette inspection ne sera autorisée seulement pendant les 15 (quinze) jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la Société

Art. 20. Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s), qui peut/peuvent être ou ne pas être associé(s).

Chaque commissaire sera nommé pour un mandat se terminant à la date de l'assemblée générale annuelle des associés suivant leur nomination relative à l'approbation des comptes annuels.

A la fin de cette période et de chaque période ultérieure, le(s) commissaire(s) peut/peuvent être renouvelé(s) dans ses/leurs fonctions par une nouvelle résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle portant sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 Décembre 2002 sur le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, telle que modifiée, sont remplies, la Société aura ses comptes annuels vérifiés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréé(s) nommé(s) par l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) parmi la liste de l'autorité de régulation financière luxembourgeoise, la Commission de surveillance du secteur financier.

Nonobstant les seuils mentionnés ci-dessus, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) qui décide(nt) des termes et conditions de son/leur mandat.

Dividendes - Réserves

Art. 21. Le solde créditeur du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale s'élève au dixième du capital social, tel qu'augmenté ou réduit de temps à autre, mais redeviendra obligatoire si la réserve légale tombe en-dessous de ce dixième.

L'assemblée générale des associés à la majorité fixée par la loi ou l'associé unique (selon le cas) peut décider à tout moment que le bénéfice sera distribué à l'associé(s) en proportion des parts qu'il(s) détient/détiennent, sous forme de dividendes ou être reportés ou affectés à une réserve extraordinaire

Art. 22. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des associés de la Société, ou de l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance, décider de payer des dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice en cours, sur la base d'un relevé de comptes préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), et montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves disponibles, moins les pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve devant être établies conformément à la Loi ou les Statuts.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. L'assemblée générale des associés selon les conditions requises pour la modification des Statuts, ou l'associé unique (selon le cas) peut décider la dissolution ou la liquidation de la Société.

Art. 24. L'assemblée générale des associés avec le consentement de la majorité des associés détenant trois-quarts du capital social doit nommer un ou plusieurs liquidateur(s), personne(s) physique(s) ou morale(s) et déterminer la méthode de liquidation, les pouvoirs du/des liquidateur(s) et leur rémunération.

Lorsque la liquidation de la Société est clôturée, le boni de liquidation de la Société sera attribué aux associés proportionnellement à la part qu'ils détiennent.

Loi applicable

Art. 25. Référence est faite aux dispositions de la Loi pour laquelle aucune disposition spécifique n'est faite dans les Statuts.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 30 novembre 2015.

Souscription et libération

International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., prénommée, a souscrit deux millions (2,000,000) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de vingt mille dollars (USD 20,000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cent euros (EUR 1.100.-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommée gérante pour une durée indéterminée Manacor (Luxembourg) S.A., une société constituée selon les lois de Luxembourg ayant son siège social à 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et de sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 9098.

2) Le siège social de la Société est établi au L-1855 Luxembourg, 46A, Avenue J.F. Kennedy.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, es qualités qu'elle agit, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: J. INDENKLEEF, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 12 septembre 2014. Relation: DIE/2014/11443. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145079/529.

(140165094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Generali Money Market Fund, Fonds Commun de Placement.

Management regulations

1. The fund. GENERALI MONEY MARKET FUND (hereafter referred to as the "Fund") is organised under part 1 of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (hereafter referred to as the "Law of 2010"), as a mutual investment fund (fonds commun de placement). The Fund is an unincorporated coproprietorship of the securities and other assets of the Fund, managed in the interest of its co-owners (hereafter referred to as the "Unitholders" and individually a "Unitholder") by GENERALI INVESTMENTS EUROPE S.p.A. (hereafter referred to as the "Management Company"), Società di gestione del risparmio SGR, incorporated under the laws of the Republic of Italy, having its registered office in Trieste, Republic of Italy and registered with the Trieste Companies Register under number 05641591002. The assets of the Fund, which are held in custody by BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, a société en commandite par actions (S.C.A.) incorporated under the laws of France, acting through its Luxembourg branch whose office is in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-86.862 (hereafter referred to as the "Depositary"), are segregated from those of the Management Company. By the acquisition of units of the Fund (hereafter referred to as the "Units" and individually a "Unit"), any Unitholder fully accepts these management regulations which determine the contractual relationship between the Unitholders, the Management Company and the Depositary.

The Management Company may issue Units of different classes (collectively "Classes" and individually a "Class") whose assets will be commonly invested but where a specific sale and/or repurchase charge structure, fee structure, distribution policy, hedging policy, currency policy or denomination, or other distinct feature is applied.

The board of directors of the Management Company (hereinafter the "Board of Directors") may decide to reserve one or several Classes for institutional investors within the meaning of articles 174, 175 and 176 of the Law of 2010.

Capitalised terms not defined herein shall have the meaning given to them in the prospectus of the Fund (hereinafter the "Prospectus").

2. The Management Company. The Fund is managed on behalf of the Unitholders by the Management Company.

Subject to the limitations and conditions set forth in these management regulations, the Management Company is vested with the broadest powers to administer and manage on behalf of the Unitholders and the Fund, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of assets permitted by part I of the Law of 2010 and the exercise of all the rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Management Company shall determine the investment policy of the Fund within the limitations and conditions set forth in these management regulations.

The Management Company may appoint investment managers or advisers to whom may be delegated, with the power of authorising sub-delegation to third party or affiliated investment sub-advisers, the power to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund.

The Management Company may obtain investment information, management advice and any other services on behalf of the Fund. Unless otherwise provided for in the Prospectus, the remuneration of the service providers will be at the

Fund's charge. The Management Company, on behalf of the Fund and in the Management Company's discretion, may agree to indemnify the Fund's service providers, including, but not limited to, the investment managers or advisers.

The Management Company and its appointed investment manager(s), investment adviser(s), investment sub-advisers and distributor(s) are entitled to fees payable periodically, generally based on the net assets of the Fund, unless otherwise provided-for in the Prospectus.

3. The depositary. The Management Company has appointed the Depositary as depositary of the Fund by a depositary agreement, as may be amended from time to time, (hereinafter the "Depositary Agreement").

The Depositary may terminate its appointment as depositary by giving the Management Company acting on behalf of and for the account of the Fund notice in writing specifying the date of such termination, which shall be not less than one hundred and eighty (180) days after the date of such notice, provided that such termination shall not take effect until a successor custodian has been appointed. The Management Company acting on behalf of and for the account of the Fund will be entitled to terminate the appointment of the Depositary as depositary at any time without penalty or compensation by giving the Depositary notice in writing specifying the date of such termination, which shall be not less than ninety (90) days after the date of such notice. In the event of termination of the appointment of the Depositary, the Management Company will use its best endeavours to appoint a new depositary who assumes the responsibilities and functions of the Depositary under these Management Regulations. Pending the appointment of a new depositary, the Depositary shall take all necessary steps to ensure the good preservation of the interests of the Unitholders. After termination as aforesaid, the appointment of the Depositary shall continue thereafter for such period as may be necessary to the transfer of all the assets of the Fund to the new depositary

The Depositary shall assume its functions and responsibilities in accordance with the Law of 2010, with any applicable rules and regulations as well as in accordance with the provisions of the Depositary Agreement.

All assets of the Fund shall be held by the Depositary on behalf of the Unitholders. The Depositary may entrust banks and financial institutions with the custody of such assets. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's assets. The Depositary may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents or as otherwise agreed in the Depositary Agreement.

Upon receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents, the Depositary will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund. Without limiting the generality of the foregoing, the Depositary shall also perform such duties and functions as may be set forth in the Depositary Agreement.

The Depositary is entitled to a fee out of and based on the net assets of the Fund as determined from time to time by agreement between the Management Company and the Depositary.

4. Investment policy/Objective and strategy of the fund.

Investment Objective

Unless otherwise provided for in the Prospectus, the following investment objective has to be complied with when managing the assets of the Fund:

The Fund seeks to maximize income consistent with preservation of capital stability ensuring its underlying assets can easily be bought or sold in the market.

The Fund will do this by maintaining a portfolio of high quality Money Market Instruments. The Fund is a fund that invests in short-term debt (within the framework laid down for a Money Market Fund) such as Money Market Instruments (treasury bills, commercial papers and certificates of deposits) issued by banks (or credit institutions), governments or corporations, in a broad range of fixed income securities (these will have remaining maturities of two (2) years or less) and up to 10% in other UCIs or UCITS investing in Money Market Instruments. The assets of the Fund may be issued or guaranteed by the governments of Member States (whether or not participating in the EMU) or other sovereign governments, government agencies, supranational and companies (banks and corporate) and they will be rated high quality at the time of purchase by recognised credit rating agencies. The Fund may invest up to 10% of its total assets in asset-backed securities.

The Fund will use the EONIA Capitalization Index Capital 5 Day EONACAPL rate as its reference index.

The objective of the Fund is to provide a level of day-to-day liquidity, preserve the invested capital while producing the best possible money market return for the investor and to outperform its benchmark/reference index, minus fees. To achieve that objective, the Fund intends to invest only in instruments paying lower yields but being relatively safe on the short term (with a minimum short term rating at the time of acquisition of A-2 by Standard & Poor's or equivalent rating categories from another recognised credit rating agency). The weighted average of the time until all maturities of the instruments may not exceed 6 months and the WAL of the Fund not exceed 12 months. The Fund may invest in financial derivative instruments for systematically hedging interest rates, credit risk or investments non denominated in the Fund's Base Currency. The Fund may use techniques and instruments that relate among others to sale and repurchase agreements and securities lending and borrowing transactions. The Fund may also hold up to 100% of its net assets in cash and/or cash equivalents. The Fund is intended to be managed as a Money Market Fund. The Fund has a fluctuating Net Asset Value that will be calculated on every Business Day.

There is no guarantee that the Fund will meet its investment objective and losses may be incurred.

Investment Strategy

Unless otherwise provided for in the Prospectus, the following investment strategy has to be complied with when managing the assets of the Fund:

1. The Fund will seek to achieve its investment objective by investing under normal circumstances, directly or indirectly in one or more of the following categories of financial assets:

(a) it falls within one of the categories of Money Market Instruments referred to UCITS Directive (with fixed and floating rates);

(b) fixed income products with remaining legal maturity of two (2) years or less with provided next interest rate reset date less than 397 days; floating rate securities should reset to a money market rate or index;

(c) deposits with credit institutions;

(d) financial derivative instruments, but only in line with the money market investment strategy of the Fund (and for efficient portfolio management or hedging purposes);

(e) repurchase agreements and reverse repurchase agreements;

(f) units/shares of Money Market UCITS/UCIs provided such undertakings are Money Market Funds as defined by ESMA from time to time for up to 10% of its net assets;

(g) derivatives which give exposure to rates, credit risk and foreign exchange may only be used for hedging purposes;

(h) investment in non-base currency securities is allowed provided that the currency exposure is fully hedged;

(i) Money Market Instruments must be of high credit quality. The issuer of the Money Market Instrument has been awarded one of the two highest available short-term credit ratings by each recognised credit rating agency that has rated the instrument or, if the instrument is not rated, it is of an equivalent quality as determined by the Management Company in its sole discretion; and

(j) sovereign issuance of at least investment grade quality. 'Sovereign issuance' should be understood as Money Market Instruments issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank.

2. The Fund shall not undertake any of the following activities:

(a) investing in assets other than those referred to in paragraph 1;

(b) short-selling Money Market Instruments; and

(c) taking direct or indirect exposure to equity or commodities, including via derivatives, certificates representing them, indices based on them or any other mean or instrument that would give an exposure to them.

3. The Fund shall comply at all times with all of the following portfolio requirements:

(a) the Portfolio shall have a WAM of no more than 6 months; and

(b) the Portfolio shall have a WAL of no more than 12 months.

4. A deposit with a credit institution shall be eligible for investment by the Fund provided that all of the following conditions are fulfilled:

(a) the deposit is repayable on demand or may be withdrawn at any time; and

(b) the deposit matures in no more than 12 months;

5. A reverse repurchase agreement shall be eligible to be entered into by the Fund provided that the following condition is fulfilled:

(a) the market value of the assets received as part of the reverse repurchase agreement is at all times at least equal to the value of the cash given out;

(b) the assets received by the Fund as part of a reverse repurchase agreement shall be Money Market Instruments compliant or in addition bonds issued or guaranteed by a Member State of the OECD or by their local public authorities or by supranational institutions and undertaking with EU, regional or worldwide scope; and

(c) the assets received by the Fund as part of a reverse repurchase agreement shall be included for the purpose of calculating the limits on diversification and concentration laid down in ESMA's Guidelines.

6. A financial derivative instrument, including equivalent instruments with cash settlement, shall be eligible for investment by the Fund if it is dealt in on a regulated market referred to under the UCITS Directive or OTC, provided that all of the following conditions are in any case fulfilled:

(a) the derivative instrument serves only the purpose of hedging the duration, the exchange risks and the credit risks inherent to other investments of the Fund;

(b) the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential regulation and supervision and belonging to the categories approved by the competent authorities of the Fund's home Member State and belonging to categories authorised by the CSSF;

(c) the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Fund's initiative;

(d) The Fund may use standardized CDS in order to hedge the specific credit risk of some of the issuers in its portfolio (buying protection);

(e) The Fund will only enter into Interest Rate Swap, Currency Swap and CDS transactions with first class financial institutions specialized in this type of transaction and only in accordance with the standard terms laid down by ISDA; and

(f) The risk exposure of the Fund to a counterparty in an OTC derivative transaction may not exceed 10% of its net assets when the counterparty is a credit institution referred to in 1. d) below under “5. INVESTMENT RESTRICTIONS” or 5% of its net assets in other cases, subject to the risk exposures to a counterparty arising from OTC derivative transactions as well as from hedging and efficient portfolio techniques being combined when calculating the counterparty risk limits.

For the avoidance of doubt, the Fund will at all times comply with the applicable Luxembourg laws (in particular the Law of 2010) and regulations.

5. Investment restrictions. Unless otherwise provided for in the Prospectus, the following investment restrictions have to be complied with when managing the assets of the Fund:

I. (1) The Fund may invest in:

- a) Transferable Securities and Money Market Instruments admitted to or dealt in on an Eligible Market;
- b) recently issued Transferable Securities and Money Market Instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on an Eligible Market and such admission is secured within one year of the issue;
- c) units of UCITS and/or other UCIs within the meaning of Article 1, paragraph (2), points a) and b) of the UCITS Directive (“Other UCIs”), whether situated in a Member State or not, provided that:
 - such Other UCIs have been authorized under the laws of any Member State or under the laws of Canada, Hong Kong, Japan, Norway, Switzerland or the United States of America,
 - the level of protection for unitholders in such Other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of Transferable Securities and Money Market Instruments are equivalent to the requirements of the UCITS Directive,
 - the business of such Other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period,
 - no more than 10% of the assets of the UCITS or Other UCIs, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, in aggregate be invested in units of Other UCITS or Other UCIs;
- d) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in Member State of the European Union or, if the credit institution has its registered office situated in a non EU Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in European law;
- e) Financial Derivative Instruments (FDIs), including equivalent cash-settled instruments, dealt in on an Eligible Market and/or FDIs dealt in over-the-counter (“OTC derivatives”), provided that:
 - the underlying consists of instruments covered by this first section of the Investments Restriction, (I) above, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Fund may invest according to its investment objective;
 - the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF;
 - the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Fund’s initiative;
 and/or
- f) Money Market Instruments other than those dealt in on an Eligible Market, if the issue or the issuer of such instruments are themselves regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that such instruments are:
 - issued or guaranteed by a central, regional or local authority or by a central bank of a Member State, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a non-Member State or, in case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or
 - issued by an undertaking any securities of which are dealt in on Regulated Markets, or
 - issued or guaranteed by a credit institution which has its registered office in a country subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by European law, or by a credit institution which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by European law, or
 - issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that set forth in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least EUR 10 million and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitization vehicles which benefit from a banking liquidity line.

(2) In addition, the Fund may invest a maximum of 10% of its net assets in Transferable Securities and Money Market Instruments other than those referred to under (I) above.

II. The Fund may hold ancillary liquid assets.

III. a) (i) The Fund will invest no more than 10% of its net assets in Transferable Securities or Money Market Instruments issued by the same issuing body,

(ii) The Fund may not invest more than 20% of its net assets in deposits made with the same body. The risk exposure of the Fund to a counterparty in an OTC derivative transaction may not exceed 10% of its net assets when the counterparty is a credit institution referred to in I. d) above or 5% of its net assets in other cases. The risk exposures to a counterparty arising from OTC derivative transactions as well as from hedging and efficient portfolio techniques shall be combined when calculating the counterparty risk limits.

b) Moreover, where the Fund holds investments in Transferable Securities and Money Market Instruments of issuing bodies which individually exceed 5% of its net assets, the total of all such investments must not account for more than 40% of its total net assets.

This limitation does not apply to deposits and OTC derivative transactions made with financial institutions subject to prudential supervision.

Notwithstanding the individual limits set forth in paragraph a), the Fund may not combine, where this would lead to investment of more than 20% of its net assets in a single body, any of the following:

- investments in Transferable Securities or Money Market Instruments issued by that body;
- deposits made with that body; and/or
- exposure arising from OTC derivative transactions undertaken with that body.

c) The limit of 10% set forth in sub-paragraph a) (i) above is increased to a maximum of 35% in respect of Transferable Securities or Money Market Instruments which are issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, or by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members.

d) The limit of 10% set forth in sub-paragraph a) (i) is increased to 25% for certain bonds when they are issued by a credit institution which has its registered office in a Member State and is subject by law, to special public supervision designed to protect bondholders. In particular, sums deriving from the issue of these bonds must be invested in conformity with the law in assets which, during the whole period of validity of the bonds, are capable of covering claims attaching to the bonds and which, in case of bankruptcy of the issuer, would be used on a priority basis for the repayment of principal and payment of the accrued interest.

If the Fund invests more than 5% of its net assets in the bonds referred to in this subparagraph and issued by one issuer, the total value of such investments may not exceed 80% of the net assets of the Fund.

e) The Transferable Securities and Money Market Instruments referred to in paragraphs c) and d) shall not be included in the calculation of the limit of 40% in paragraph b).

The limits set out in paragraphs a), b), c) and d) may not be aggregated and, accordingly, investments in Transferable Securities or Money Market Instruments issued by the same issuing body, in deposits or in derivative instruments effected with the same issuing body, may not, in any event, exceed a total of 35% of the Fund's net assets;

Companies which are part of the same group for the purposes of the establishment of consolidated accounts, as defined in accordance with directive 83/349/EEC or in accordance with recognized international accounting rules, are regarded as a single body for the purpose of calculating the limits contained in this paragraph III.

The Fund may cumulatively invest up to 20% of its net assets in Transferable Securities and Money Market Instruments within the same group.

f) Notwithstanding the above provisions, the Fund is authorized to invest up to 100% of its net assets, in accordance with the principle of risk spreading, in Transferable Securities and Money Market Instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or agencies, or by another member State of the OECD or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided that the Fund must hold securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30% of its net assets.

IV. a) Without prejudice to the limits set forth in paragraph V., the limits provided in paragraph III. are raised to a maximum of 20% for investments in shares and/or bonds issued by the same issuing body if the aim of the investment policy of the Fund is to replicate the composition of a certain stock or bond index which is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers, is published in an appropriate manner and is disclosed in the Fund's investment policy.

b) The limit set forth in paragraph a) is raised to 35% where justified by exceptional market conditions, in particular on Regulated Markets where certain Transferable Securities or Money Market Instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

V. a) The Management Company acting on behalf of the Fund may not acquire shares carrying voting rights which should enable it to exercise significant influence over the management of an issuing body.

- b) The Fund may acquire no more than:
- 10% of the non-voting shares of the same issuer;

- 10% of the debt securities of the same issuer;
- 10% of the Money Market Instruments of the same issuer.

c) These limits under the second and third indents may be disregarded at the time of acquisition, if at that time the gross amount of debt securities or of the Money Market Instruments or the net amount of the instruments in issue cannot be calculated.

The provisions of paragraph V. shall not be applicable to Transferable Securities and Money Market Instruments issued or guaranteed by a Member State or its local authorities or by any other Eligible State, or issued by public international bodies of which one or more Member States are members.

These provisions are also waived as regards shares held by the Management Company on behalf of the Fund in the capital of a company incorporated in a non-Member State which invests its assets mainly in the securities of issuing bodies having their registered office in that State, where under the legislation of that State, such a holding represents the only way in which the Fund can invest in the securities of issuing bodies of that State provided that the investment policy of the company from the non-Member State complies with the limits set forth in paragraph III., V. and VI. a), b), c) and d).

VI. a) The Fund may acquire units of the UCITS and/or Other UCIs referred to in paragraph I(1) c), provided that no more than 10% of the Fund's net assets be invested in the units of UCITS or Other UCIs or in one single such UCITS or Other UCI. For the purpose of the application of this investment limit, each sub-fund of a UCITS or Other UCI with multiple sub-funds is to be considered as a separate issuer provided that the principle of segregation of the obligations of the various sub-funds vis-à-vis third parties is ensured.

b) The underlying investments held by the UCITS or Other UCIs in which the Fund invests do not have to be considered for the purpose of the investment restrictions set forth under III.

c) When the Fund invests in the units of UCITS and/or Other UCIs that are managed directly or by delegation by the Management Company or by any other company with which the Management Company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding, the Management Company or other company cannot charge subscription or redemption fees to the Fund on account of its investment in the units of such UCITS and/or UCIs.

In respect of the Fund's investments in UCITS and Other UCIs, the total management fee (excluding any performance fee, if any) charged both to the Fund and the UCITS and/or Other UCIs concerned shall not exceed 3% of the relevant assets. The Fund will indicate in its annual report the total management fees charged both the Fund and to the UCITS and Other UCIs in which the Fund has invested during the relevant period.

d) The Fund may acquire no more than 25% of the units of the same UCITS or Other UCI. This limit may be disregarded at the time of acquisition if at that time the gross amount of the units in issue cannot be calculated. In case of a UCITS or Other UCI with multiple compartments, this restriction is applicable by reference to all units issued by the UCITS or Other UCI concerned, all compartments combined.

VII. The Management Company shall ensure that the Fund's global exposure relating to derivative instruments does not exceed the Fund's net assets.

The exposure is calculated taking into account the current value of the underlying assets, the counterparty risk, foreseeable market movements and the time available to liquidate the positions. This standard shall also apply to the following subparagraphs.

If the Fund invests in FDIs, the exposure to the underlying assets may not exceed in aggregate the investment limits set forth in paragraph III above. When the Fund invests in index-based FDIs, these investments are not subject to the limits set forth in paragraph III.

When a Transferable Security or Money Market Instrument embeds a derivative, the latter must be taken into account when complying with the requirements of this paragraph VII.

VIII. a) The Management Company acting behalf of the Fund may not borrow amounts in excess of 10% of the Fund's net assets, any such borrowings to be from banks and to be effected only on a temporary basis, provided that the Management Company acting on behalf of the Fund may acquire foreign currencies by means of back to back loans;

b) The Fund may not grant loans to or act as guarantor on behalf of third parties.

This restriction shall not prevent the Fund from (i) acquiring Transferable Securities, Money Market Instruments or other financial instruments referred to in I. c), e) and f) which are not fully paid, and (ii) performing permitted securities lending activities, neither of which shall be deemed to constitute the making of a loan.

c) The Fund may not carry out uncovered sales of Transferable Securities, Money Market Instruments or other financial instruments.

d) The Fund may not acquire movable or immovable property.

e) The Fund may not acquire either precious metals or certificates representing them.

IX. a) The Fund needs not to comply with the limits set forth in this section when exercising subscription rights attaching to Transferable Securities or Money Market Instruments which form part of its assets. While ensuring observance of the principle of risk spreading, the Fund may derogate from paragraphs III., IV. and VI. a), b) and c) for a period of six months following the date of its creation.

b) If the limits referred to in paragraph a) are exceeded for reasons beyond the control of the Management Company acting on behalf of the Fund or as a result of the exercise of subscription rights, it must adopt as a priority objective for its sales transactions the remedying of that situation, taking due account of the interests of the Unitholders.

c) To the extent that an issuer is a legal entity with multiple compartments where the assets of the compartment are exclusively reserved to the investors in such compartment and to those creditors whose claim has arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment, each compartment is to be considered as a separate issuer for the purpose of the application of the risk spreading rules set out in paragraphs III., IV. and VI.

The Fund will in addition comply with such further restrictions as may be required by the regulatory authorities in any country in which the Units are marketed.

6. Issue of units. Units shall be issued by the Management Company as indicated in the Prospectus.

The Management Company shall comply with the laws and regulations of the countries in which the Units are offered. The Management Company may, at any time and at its discretion, suspend or limit the issue of Units to potential investors who are temporarily or permanently in particular countries or areas. The Management Company may exclude certain potential investors from the purchase of Units when this appears to be necessary to protect the Unitholders and the Fund as a whole.

Investors must represent, warrant and declare to the Management Company or its duly appointed agent that, among other things, they are able to acquire Units without violating applicable laws and regulations. The Management Company will not knowingly offer or sell Units to any investors to whom such offer or sale would be unlawful.

Units will be issued in registered form only.

The Prospectus will specify if fractions of Units will be issued. For the issue, repurchase, or, if permitted, conversion of Units, the Net Asset Value may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as determined from time to time by the Management Company.

All Units of each Class have equal rights and privileges. Each Unit of each Class is, upon issue, entitled to participate equally with all other units of such Class in any distribution upon declaration of dividends in respect of such Class.

Confirmations of subscriptions shall be delivered by the Management Company as set out in the Prospectus.

The Management Company may fix from time to time minimum subscription, repurchase and holding amounts in respect of each Class.

The Management Company may, at any time, at its discretion, temporarily discontinue, cease definitely or limit the issue of Units. The Management Company may also prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring units, if such a measure is necessary for the protection of (i) the Unitholders as a whole, (ii) the Fund or (iii) the Unitholders of a Class.

Furthermore, the Management Company may:

- (a) reject at its discretion any application for units when the Management Company deems it necessary;
- (b) redeem at any time the Units held by Unitholders who are excluded from purchasing or holding Units.

Where it appears to the Management Company that any Units are owned directly or beneficially by or being acquired for the account or benefit of, directly or indirectly, (i) any person or persons who are precluded pursuant to the Management Regulations from holding Units, (ii) a U.S. Person, or (iii) who or which, by virtue of the holding concerned, give rise to a breach of any applicable laws or requirement in any jurisdiction or may, either alone or together with any other person(s), in the sole and conclusive opinion of the Management Company:

- (a) prejudice the tax status or residence of the Fund or the Unitholders; or
 - (b) cause the Fund or any Unitholder to suffer any legal, regulatory, pecuniary, taxation or material administrative disadvantage; or
 - (c) cause the Fund to be required to comply with any registration or filing requirements in any jurisdiction with which it would not otherwise be required to comply,
- then the Management Company may compulsorily redeem from any such Unitholder all Units held by such Unitholder.

7. Issue price. The terms of the initial offering will be determined by the Management Company and set out in the Prospectus.

Units will be available for subscription during the initial offering at an initial offer price detailed in the Prospectus and thereafter at the net asset value per Unit. Any applicable sales charge of up to 5% of the issue price shall be set forth in the Prospectus.

Unless otherwise provided for in the Prospectus, payment of the issue price shall be made in the currency of the relevant Class specified in the Prospectus, within the deadline specified in the Prospectus.

8. Determination of net asset value. Unless otherwise provided for in the Prospectus, the net asset value per Unit of each Class will be calculated on each Dealing Day in accordance with the following rules.

The Net Asset Value will be determined by the Management Company or its duly appointed agent on each Dealing Day by dividing the value of the assets of the relevant Class less the liabilities (including any provisions considered by the

Management Company to be necessary or prudent) attributable to such Class by the total number of Units of the relevant Class outstanding.

(a) The assets of the Fund shall be deemed to include:

(i) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

(ii) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(iii) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, units/shares in undertakings for collective investment, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Management Company for the Fund;

(iv) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund (provided that the Management Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends or ex-rights or by similar practices);

(v) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

(vi) the preliminary expenses of the Fund insofar as the same have not been written off; and

(vii) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(i) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Management Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) the value of securities and/or FDIs which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based, except as defined in (iii) below, in respect of each security on the last reported sales price on the stock exchange which is normally the principal market for such security;

(iii) where investments of the Fund are both listed on a stock exchange and dealt in by market makers outside the stock exchange on which the investments are listed, then the Management Company will determine the principal market for the investments in question and they will be valued at the latest available price in that market;

(iv) securities dealt in on another regulated market are valued in a manner as near as possible to that described in paragraph (ii);

(v) in the event that any of the securities held in the Fund's portfolio on the Valuation Day are not quoted or dealt in on a stock exchange or another regulated market, or for which no price quotation is available, or if the price as determined pursuant to subparagraphs (ii) and/or (iv) is not in the opinion of the Management Company representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities shall be determined prudently and in good faith, based on the reasonably foreseeable sale price or any other appropriate fair valuation principles;

(vi) the FDIs which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organized market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and verified by a competent professional appointed by the Management Company;

(vii) units or shares in underlying open-ended investment funds shall be valued at their last available net asset value reduced by any applicable charges;

(viii) liquid assets and Money Market Instruments are valued at their market price, at their nominal value plus accrued interest or on an amortized cost basis in accordance with ESMA's Guidelines. If the Management Company considers that an amortization method can be used to assess the value of a Money Market Instrument, it will ensure that this will not result in a material discrepancy between the value of the Money Market Instrument and the value calculated according to the amortization method; and

(ix) in the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Management Company may adjust the value of any investment or permit some other method of valuation to be used for the assets of the Fund if it considers that the circumstances justify that such adjustment or other method of valuation should be adopted to reflect more fairly the value of such investments.

(b) The liabilities of the Fund shall be deemed to include:

(i) all loans, bills and accounts payable;

(ii) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fees, performance or management fees, custody fees and corporate agents' fees);

(iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Fund where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(iv) an appropriate provision for future taxes based on capital and income on the Valuation Day, as determined from time to time by the Management Company, and other provisions, if any, authorized and approved by the Management Company covering, among others, liquidation expenses; and

(v) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Units in the Fund.

In determining the amount of such liabilities the Management Company shall take into account all expenses payable by the Fund comprising formation expenses, the remuneration and expenses of its Management Company, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its service providers and officers, accountants, custodian and correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Management Company for the Fund, registration costs, regulatory fees, fees and expenses incurred in connection with the listing of the Units of the Fund at any stock exchange or to obtain a quotation on another regulated market, fees for legal and tax advisers in Luxembourg and abroad, foreign registration fees, fees for auditing services, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, distributing and printing of the prospectuses, notices, rating agencies, explanatory memoranda, registration statements, or interim and annual reports, taxes or governmental charges, shareholders servicing fees and distribution fees payable to distributors of Units, currency conversion costs, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Management Company may calculate for the Fund administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The Fund constitutes a single legal entity and its assets will be invested for the exclusive benefit of the Unitholders.

Swing pricing adjustment rules may be set out in the Prospectus.

9. Suspension of determination of net asset value. Unless otherwise provided in the Prospectus, the Management Company may suspend the calculation of the Net Asset Value as well as the issue, repurchase and conversion of Units of a Class in the following cases:

a) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of the investments of the Fund for the time being are quoted, is closed, other than for legal holidays or during which dealings are substantially restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Fund;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency, in the opinion of the Management Company, as a result of which disposal or valuation of investments of the Fund by the Management Company is not possible;

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Fund's investments or the current price or value on any market or stock exchange;

d) if the Fund is being or may be wound up, liquidated or merged, from the date on which notice is given of a proposed resolution to that effect;

e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund cannot promptly or accurately be ascertained (including the suspension of the calculation of the net asset value of an underlying undertaking for collective investment);

f) during any period when the Management Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Units or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of Unit cannot, in the opinion of the Management Company, be effected at normal rates of exchange; or

g) any other circumstances beyond the control of the Management Company.

The Management Company may, in any of the circumstances listed above, suspend the issue, repurchase and conversion of Units of a Class without suspending the calculation of the Net Asset Value.

Notice of such suspension will be given to the CSSF.

Notice will likewise be given to any applicant or Unitholder, as applicable, applying for the issue, repurchase and conversion of Units of a Class. Such Unitholders may give notice that they wish to withdraw their application for subscription, repurchase and conversion of Units. If no such notice is received by the Management Company such application for repurchase or conversion as well as any application for subscription will be dealt with on the first Dealing Day following the end of the period of suspension.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension will be published in a Luxembourg newspaper and in any other newspaper(s) and/or media selected by the Management Company, if, in the opinion of the Management Company, such period of suspension is likely to exceed seven Business Days.

The rules above will apply unless otherwise provided in the Prospectus.

10. Repurchases. Unitholders may request the repurchase of their Units in accordance with the procedures set out in the Prospectus.

Repurchases will be based on the Net Asset Value per Unit of the relevant Class determined on the applicable Dealing Day as determined in accordance with the terms of Article 8) above and in accordance with the provisions of the Prospectus. Any applicable repurchase charge of up to 5% of the applicable Net Asset Value per Unit shall be set forth in the Prospectus.

Payment of the repurchase price will be made as set out in the Prospectus.

The Management Company will have the right compulsorily to redeem a holding of Units where the aggregate Net Asset Value of those Units is less than the applicable minimum holding amount.

The Board of Directors may also limit the total number of Units which may be repurchased in aggregate on any Dealing Day to a percentage of the Net Asset Value of the Fund as disclosed in the Prospectus or any higher percentage as may be determined by the Management Company at its sole discretion. Where this restriction is applied, Units will be repurchased on a pro rata basis and any Units which for this reason are not repurchased on any particular Dealing Day will be treated as if a request for repurchase had been made in respect of each subsequent Dealing Day until all the Units to which the original request related had been repurchased. Requests for repurchase which have been carried forward from an earlier Dealing Day will be repurchased in priority to requests received and/or carried forward from a later Dealing Day.

As may be further or otherwise detailed in the Prospectus, the Management Company has the power to impose or relax the restrictions on any Units of the same Class (other than any restrictions on transfer of Units, but including the requirement that Units be issued only in registered form), as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Units in the Fund are acquired or held by or on behalf of:

(a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority (if the Management Company shall have determined that the Management Company, the Fund or any Connected Person (as defined in the Management Regulations) would suffer any disadvantage as a result of such breach), or

(b) any person in circumstances which in the opinion of the Management Company might result in the Management Company, the Fund or the Unitholders incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which they might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement for the Management Company or the Fund to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, or market timing and/or late trading practices.

The Management Company has the power to compulsorily repurchase Units in the circumstances under (a) and (b) above.

The Management Company is also entitled to compulsorily repurchase all Units of a Unitholder:

(a) where a Unitholder has transferred or attempted to transfer any portion of his Units in violation of the Prospectus and/or of the Management Regulations; or

(b) where any of the representations or warranties made by a Unitholder in connection with the acquisition of Units was not true when made or has ceased to be true; or

(c) where a Unitholder (i) has filed a voluntary petition in bankruptcy; (ii) has been adjudicated bankrupt or insolvent, or has had entered against it an order for relief, in any bankruptcy or insolvency proceeding; (iii) has filed a petition or answer seeking any reorganization, arrangement, composition, readjustment, liquidation, dissolution or similar relief under any statute, law or regulation; (iv) has filed an answer or other pleading admitting or failing to contest the material allegations of a petition filed against him in any proceeding of this nature; or (v) has sought, consented to or acquiesced in the appointment of a trustee, receiver or liquidator of such Unitholder or of all or any substantial part of the Unitholder's properties; or

(d) in any other circumstances in which the Management Company determines at its absolute discretion that such compulsory repurchase would avoid material legal, pecuniary, tax, economic, proprietary, administrative or other disadvantages to the Fund.

The Management Company may fix from time to time minimum repurchase amounts.

Furthermore, the Management Company may:

(a) reject at its discretion any application for Units when the Management Company deems it necessary;

(b) repurchase at any time the Units held by Unitholders who are excluded from purchasing or holding Units.

Where it appears to the Management Company that any Units are owned directly or beneficially by or being acquired for the account or benefit of, directly or indirectly, (i) any person or persons who are precluded pursuant to the Management Regulations from holding Units, (ii) a U.S. Person, or (iii) who or which, by virtue of the holding concerned, give rise to a breach of any applicable laws or requirement in any jurisdiction or may, either alone or together with any other person(s), in the sole and conclusive opinion of the Management Company;

(a) prejudice the tax status or residence of the Fund or the Unitholders; or

(b) cause the Fund or any Unitholder to suffer any legal, regulatory, pecuniary, taxation or material administrative disadvantage; or

(c) cause the Fund to be required to comply with any registration or filing requirements in any jurisdiction with which it would not otherwise be required to comply,

then the Management Company may compulsorily repurchase from any such Unitholder all Units held by such Unitholder.

11. Conversions. The conversion of Units is not possible, unless otherwise decided by the Management Company which may amend this policy at any time upon notice without Unitholder approval and the applicable policy will be reflected as soon as possible in the Prospectus.

12. Charges of the fund. The Fund will bear the following charges, unless otherwise provided for in the Prospectus:

- all taxes which may be due on the assets and the income of the Fund;
- usual banking fees due on transactions involving assets held in the portfolio of the Fund;
- the remuneration of the Management Company as well as the Management Company's reasonable disbursements and out-of-pocket expenses linked to the Fund;
- the reasonable disbursements and out-of-pocket expenses of the distributor(s), if any;
- the remuneration, reasonable disbursements and out-of-pocket expenses of the depositary, central administration agent and other service providers;
- legal expenses incurred by the Management Company, the depositary or central administration agent or other agent while acting in the interests of the Unitholders;
- the cost of preparing and printing certificates (if any) and Unit confirmations;
- the cost of preparing and/or filing and printing of these Management Regulations, the prospectus, the key investor information documents and all other documents concerning the Fund, including registration statements with the relevant authorities; the cost of preparing and printing in such languages as are necessary for the benefit of the Unitholders, including the beneficial holders of the Units and distributing to Unitholders and intermediaries semi-annual and annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations; the cost of preparing and/or publishing and/or distributing public notices to the Unitholders and all other expenses directly incurred in offering or distributing the Units; lawyers' and auditor's fees and reasonable out-of-pocket expenses of the directors and officers of the Management Company linked to the Fund; and all similar administrative charges;
- all other costs resulting from the administration, distribution and management of the Fund in compliance with the requirements of applicable laws and regulations.

13. Accounting year, Audit. The accounts of the Fund are closed each year on 31 December and for the first time on 31 December 2015.

The accounts of the Fund will be audited by an independent auditor appointed by the Management Company in order to carry out the duties prescribed by the Law of 2010.

14. Distributions. The distribution policy for the Fund is disclosed in the Prospectus.

No distribution may be made as a result of which the total net assets of the Fund would fall below the minimum amount provided for by Luxembourg law.

Distributions not claimed within five years from their due date will lapse and will revert to the Fund.

15. Amendment of the Management Regulations. These Management Regulations as well as any amendments thereof shall enter into force on the date of signing thereof, unless otherwise specified therein.

The Management Company may amend these Management Regulations in whole or in part at any time.

The first valid version of the Management Regulations as well as any amendments thereof shall be deposited with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg. Reference to respective depositions will be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

16. Publications. Annual audited reports as of 31 December will be available at the registered office of the Management Company within three months of the close of the accounting year. Unaudited half-yearly reports as of 30 June will also be made available in the same manner within two months of the end of the period to which they refer. As an exception, the first report of the Fund shall be an unaudited yearly report as of 31 December 2014.

Information on the Fund, including the total Net Asset Value, is available on any Business Day at the registered office of the Management Company.

17. Duration, merger and liquidation of the fund or of a class.

Duration of the Fund

The Fund has been established for an indefinite period.

Unitholders, their successors, and any other beneficiaries may not demand the dissolution or division of the Fund.

Liquidation of the Fund

The Fund may be dissolved at any time by mutual agreement of the Management Company and the Depositary. Notice thereof will be published in the Mémorial and in two newspapers, one of which at least must be a Luxembourg newspaper. No Units may be issued after the date of such decision of the Management Company and the Depositary. The Management Company will, however, not be precluded from repurchasing or, if permitted, converting all or part of the Units, at their request, at the applicable Net Asset Value (taking into account actual realization prices of investments as well as realization expenses in connection with such dissolution), as from the date on which the resolution to dissolve the Fund has been taken until its effectiveness, provided that such repurchase or conversion does not affect the equal treatment among Unitholders.

In the event of the liquidation of the Fund, the Management Company shall realize the assets of the Fund in the best interest of the Unitholders, and the Depositary shall distribute the net liquidation proceeds, after deduction of liquidation

charges and expenses, to the holders of Units in the proportion of the respective rights of each Class, all in accordance with the directions of the Management Company.

The closure of the liquidation of the Fund shall, in principle, take place within a period of nine months starting from the decision of the Management Company relating to the liquidation. Where the procedure of liquidation of the Fund cannot be closed within a period of nine months, a written request for exemption shall be submitted to the CSSF detailing the reasons why the closure of the liquidation cannot be pronounced.

Liquidation proceeds that could not be distributed to the persons entitled thereto at the close of liquidation shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the applicable prescription period shall have elapsed.

Liquidation of Classes

A Class may be dissolved by resolution of the Management Company if its Net Asset Value is below an amount to be determined by the Management Company, or in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Management Company should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of Unitholders, that a Class should be terminated. In such event, to the extent necessary, assets shall be realized, the liabilities shall be discharged and the net asset value shall be distributed to Unitholders in the proportion to their holding of Units in that Class. In such event, notice of the termination of the Class will be given in writing to registered Unitholders. No Units shall be issued after the date of the decision to liquidate the Class. The Management Company, however, will not be precluded from repurchasing or converting all or part of the Units, at their request, at the applicable Net Asset Value (taking into account actual realization prices of investments as well as realization expenses in connection with such dissolution), as from the date on which the resolution to dissolve the Class has been taken until its effectiveness, provided that such repurchase or conversion does not affect the equal treatment among Unitholders. Any amounts not claimed by a Unitholder at the close of liquidation of the Class will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of their beneficiaries.

Merger of Classes

A Class may merge with one or more Classes by resolution of the Management Company if the Net Asset Value of a Class is below an amount to be determined by the Management Company or in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Management Company should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of the Unitholders, that a Class should be merged. In such events, notice of the merger will be given in writing to registered Unitholders. Each Unitholder of the relevant Class shall be given the option, within a period to be determined by the Board, but not being less than one month, unless otherwise authorized by the regulatory authorities and specified in said notice, to request free of any repurchase charge, the repurchase of its Units. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as repurchase charges and shall therefore be due.

Division of Classes

If the Management Company determines that it is in the interests of the Unitholders of the relevant Class or that a change in the economic or political situation relating to the Class concerned has occurred which would justify it, the reorganization of one Class, by means of a division into two or more Classes, may take place. This decision will be notified to Unitholders as required. The notification will also contain information about the two or more new Classes. The notification will be made at least one month before the date on which the reorganization becomes effective in order to enable the Unitholders to request the repurchase of their Units, free of charge, before the operation involving the division into two or more Classes becomes effective. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as repurchase charges and shall therefore be due.

Merger of the Fund

The Management Company may decide to proceed with a merger of the Fund, either as receiving or merging UCITS, with:

- another Luxembourg or foreign UCITS (the "New UCITS"); or
- a sub-fund thereof,

and as appropriate, to redesignate the Units as units of this New UCITS or of the relevant sub-fund thereof, as applicable.

In all merger cases above, the Unitholders have the right to request, without any charge other than those retained by the Fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their Units or, where possible, to convert them into units or shares of another UCITS pursuing a similar investment policy and managed by the Management Company or by any other company with which the Management Company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding, in accordance with the Law of 2010. This right will become effective from the moment that the unitholders of the merging UCITS and those of the receiving UCITS have been informed of the proposed merger in accordance with the Law of 2010 and will cease to exist five working days before the date for calculating the exchange ratio for the merger. Any legal, advisory or administrative costs associated with the preparation and the completion of the merger shall neither be charged to the Fund nor to its Unitholders.

18. Statute of limitation. The claims of the Unitholders against the Management Company or the Depositary will lapse five years after the date of the event which gave rise to such claims.

19. Applicable law, jurisdiction and governing language. Disputes arising between the Unitholders, the Management Company and the Depositary shall be settled according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the courts of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Depositary may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries, in which the Units of the Fund are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions and repurchases by Unitholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language for these Management Regulations.

These Management Regulations will be effective as of 10 July 2014.

Luxembourg, 10 July 2014.

GENERALI INVESTMENTS EUROPE S.p.A. BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A., Luxembourg Branch

Signature

Yvan de Laurentis / Signature

Head of Depositary & Fiduciary Services / -

Référence de publication: 2014164502/686.

(140186240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2014.

LIP second S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 139.169.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am sechszwanzigsten August.

Vor Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz zu Luxemburg.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft LIP Holding S.à r.l., mit Sitz zu L-6637 Wasserbillig, 16, Esplanade de la Moselle

hier vertreten durch einem von ihren Geschäftsführern, Herr Moritz KRANEIS, Geschäftsführer, geschäftsansässig in D-60325 Frankfurt/Main (Deutschland), Bockenheimer Landstrasse 101, verpflichtet mit seinen alleinigen Unterschrift.

Alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung LIP second S. à r.l., mit Sitz zu L-6637 Wasserbillig, 16, Esplanade de la Moselle, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg unter Sektion B und Nummer 139.169, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen vor Notar Henri BECK aus Echternach am 10. Juni 2008, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1615 vom 1. Juli 2008, welche Statuten abgeändert wurden gemäss Urkunde, aufgenommen vor Notar Henri BECK aus Echternach am 22. Januar 2009, veröffentlicht im genannten Memorial C, Nummer 524 vom 11. März 2009,

welche in einer Generalversammlung folgende Beschlüsse fasst:

Erster Beschluß

Die Gesellschafterin beschliesst den Sitz der Gesellschaft von Wasserbillig nach Luxemburg zu verlegen.

Zweiter Beschluß

Zufolge des ersten Beschlusses, wird der erste Abschnitt von Artikel 5 der Statuten abgeändert und erhält fortan folgenden Wortlaut:

" **Art. 5. Erster Abschnitt.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg."

Dritter Beschluß

Die Adresse der Gesellschaft wird in L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare festgelegt.

Worüber Protokoll, aufgenommen in Luxemburg.

Und nach Vorlesung hat der vorgenannte Komparent zusammen mit dem Notar das gegenwärtige Protokoll unterschrieben.

Signé: KRANEIS, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 août 2014. Relation: LAC / 2014 / 40366. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143564/37.

(140163059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Assemblée Chrétienne Amour de Dieu, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1915 Dommeldange, 42, henri Lamormesnil.

R.C.S. Luxembourg F 8.874.

—
Extrait de l'Assemblée Générale extraordinaire du 11/08/2014 modifiant les statuts de l'asbl

Résolutions adoptées à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés au cours de l'Assemblée générale l'Assemblée Chrétienne Amour de Dieu convoquée pour le 11/08/2014 et rassemblant le quorum requis de deux tiers des membres.

Modification de l'Art. 3. L'association a son siège social au 42, henri lamormesnil L-1915 Dommeldange Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au brand-Duche du Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Modification de l'Art. 9. La qualité de membre se perd:

- par décès,
- par départ.

- par radiation, en cas d'infraction grave aux présents statuts, ou pour faute grave portant atteinte au fonctionnement et au but de l'association. À partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

Modification de l'Art. 13. Quorum - Majorité. Les deux tiers des membres, présents ou représentés par écrit, sont nécessaires pour permettre à l'assemblée générale de délibérer. Au cas où le quorum ne serait pas atteint, une nouvelle assemblée sera convoquée par le conseil dans le délai d'un mois. Cette assemblée pourra délibérer, sous réserve des articles 23. et 24. des présents statuts, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés par écrit.

Sous réserve des dispositions des articles 9., 23. et 24. des présents statuts, les décisions 'ordinaires', c'est-à-dire celles qui concernent la vie et l'administration de l'association, sont prises à la majorité absolues des membres présents ou représentés.

Modification de l'Art. 14. Procès-verbaux de l'Assemblée Générale. Les résolutions de l'assemblée générale, consignées par le secrétaire puis signées par ce dernier et le président, sont portées à la connaissance des membres et tiers éventuels par voie postale ou électronique. Elles sont conservées dans un registre au siège de l'association pouvant être notamment consulté sur demande préalable par les associés et tiers éventuels.

Modification de l'Art. 15. L'association est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois membres, élus à la majorité simple des voix. La durée de leur mandat est de 2 ans.

Le conseil d'administration élit en son sein pour la durée de deux ans, un bureau comprenant au moins: un président, un vice-président, un secrétaire

En cas d'absence prolongée d'un de ses membres, le conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement du membre manquant. Il est procédé à son remplacement définitif par la prochaine assemblée générale. Les pouvoirs du membre ainsi élu prennent fin au moment où devrait normalement expirer le mandat du membre remplacé.

Modification de l'Art 17. Pouvoirs du conseil d'administration. Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Le conseil d'administration est investi d'une manière générale des pouvoirs les plus étendus dans la limite des buts de l'association et dans le cadre des résolutions adoptées par l'assemblée générale et selon les dispositions du règlement intérieur. Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, 2 signatures de membres en fonction sont nécessaires. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à un associé ou même, si l'assemblée générale l'y autorise, à un tiers.

Modification de l'Art. 22. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation.

Dommeldange, le 25/08/2014.

Signature

Le conseil d'administration

Référence de publication: 2014145260/51.

(140164825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.
